

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

Rapport d'activités biennal

Fondation *Charles Léopold Mayer*
pour le Progrès de l'Homme

www.fph.ch

Nous sommes plus que jamais persuadés que les fondations ont un rôle capital à jouer dans la marche du monde : elles ont le temps pour elles et peuvent tenir un cap de dix, vingt, trente ans ; elles ont l'indépendance financière.

Elles ont donc, l'obligation morale de se pencher sur les grands problèmes de notre temps. Elles doivent s'unir pour déterminer quelles lignes d'action poursuivre sur le long terme ; elles doivent s'unir pour les financer.

Des citoyens de par le monde prennent des initiatives ; ils ne demandent qu'à s'investir ; qu'on leur en offre les moyens, ils sont capables de s'organiser, au plan local comme au plan international, pour faire entendre leurs aspirations. Des alliances de citoyens solides pourront infléchir les choix politiques.

Les fondations peuvent aider cette société civile ; pour que comme le disait Bergson, l'avenir ne soit pas « ce qui va arriver », mais « ce que nous en ferons ».

Nous avons avancé, conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil de Fondation, sur la quête de réflexions pour repenser l'économie et la gouvernance : un Institut (IRG) pour un nouveau débat sur la gouvernance est né sous notre impulsion.

Une alliance de travail réunissant personnalités et institutions de différents pays d'Afrique s'est créée pour réfléchir à ce que pourrait être le projet africain d'une gouvernance légitime... nous applaudissons et nous les soutenons.

Un site ressource sur la paix arrive à maturité, nous continuons à le soutenir.

La fondation sciences citoyennes (FSC) mène un travail de fond sur le rôle de la recherche et sur ses rapports à la démocratie à la société ; nous les soutenons.

Une « conférence de citoyens » sur l'avenir des territoires ruraux se met progressivement en place : c'est l'œuvre conjointe de plusieurs fondations européennes et de neuf Régions d'Europe, nous y participons ardemment.

Certains thèmes sont plus difficiles à faire progresser, nous persévérons ; pour d'autres, nous attendons qu'une opportunité se présente, fidèles à notre approche stratégique : « une vision à long terme et une capacité d'adaptation pour saisir les opportunités ».

Les pages qui suivent marquent, non pas notre prétention à traiter seuls les problèmes, mais notre volonté de nous attaquer à des enjeux que nous jugeons essentiels, non pas avec l'illusion de conduire les mutations gigantesques qui nous attendent mais avec la modestie de se mettre résolument à leur service.

Françoise Astier
Présidente de la Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme

Rapport biennal 2004-2005

Sommaire

La fondation en bref ...	p 6
2004-2005 : deux années charnière dans l'histoire de la fondation	p 8
Le budget 2004-2005	p 10
Les dépenses 2004-2005	p 14
I - L'achèvement des actions lancées avant 2004	p 15
II - La mise en oeuvre des orientations 2003-2010	p 18
<i>Entrée géographique</i>	<i>p 18</i>
<i>Entrée socioprofessionnelle</i>	<i>p 22</i>
<i>Entrée thématique</i>	<i>p 26</i>
<i>Entrée méthodologique</i>	<i>p 33</i>
<i>Conduite de la stratégie</i>	<i>p 39</i>
Les comptes 2004-2005	p 40
Le conseil et l'équipe	p 42

La fondation en bref ...

La fondation en bref ...

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (Fph) existe depuis 1982. De droit suisse, elle est dirigée par un conseil de sept à onze membres et par un directeur général qui coordonne une équipe d'une quinzaine de salariés.

Les moyens de la Fondation proviennent des revenus du patrimoine légué par Charles Léopold Mayer. Ils assurent un budget biennal de 22 millions de francs suisses (de l'ordre de 14 millions d'euros). Ils permettent de travailler dans la durée et confèrent à la Fph une totale indépendance.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme veut contribuer aux mutations à long terme de nos sociétés. Elle appuie **l'émergence d'une communauté mondiale** par la construction de relations dans un monde radicalement interdépendant, où tout se tient, les êtres et les choses.

Le projet pour les années 2003-2010 constitue sa troisième étape.

Objectifs

Les modes actuels de vie et de gestion de nos sociétés ne sont pas viables à long terme, la communauté mondiale doit être capable de :

- concevoir et mettre en oeuvre de nouvelles formes **de régulation et de gouvernance**
- gérer la planète en se fondant sur **des principes éthiques communs**
- concevoir et promouvoir **une société durable** de nouveaux modes de vie, de production et de consommation, de nouvelles formes d'élaboration et de diffusion des connaissances

Moyens

Pour contribuer à ces objectifs ambitieux, la fondation dispose :

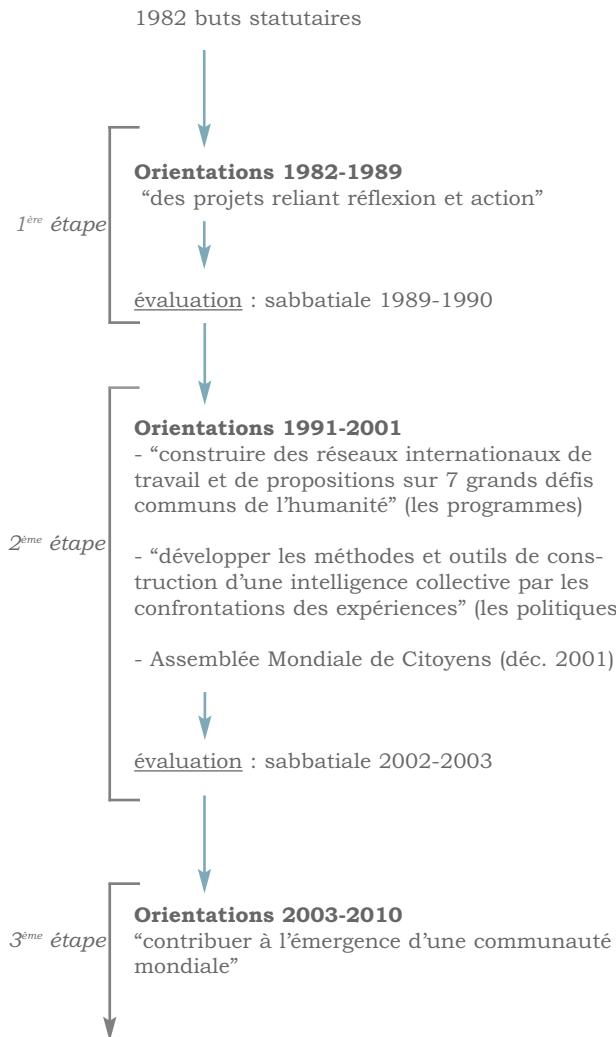
- d'un réseau international construit au fil des années et fondé sur des relations de confiance : **son capital social**
- de méthodes et outils d'intelligence collective en amélioration constante : **son capital méthodologique**
- d'une philosophie du dialogue entre cultures et entre milieux illustrée par l'Assemblée Mondiale de Citoyens : **son capital symbolique**
- d'une équipe soudée, habituée au travail collectif : **son capital humain**
- de revenus réguliers garantissant l'indépendance : **son capital financier**
- de propositions issues d'un travail collectif international de plus de dix ans : **son capital intellectuel**

Le projet 2003 – 2010 : contribuer à l'émergence d'une communauté mondiale

Modes d'action

- le développement **d'alliances citoyennes** et de réseaux régionaux, socioprofessionnels et thématiques capables de concevoir et de mettre en oeuvre ces mutations
- le développement et la mise en oeuvre **d'outils et méthodes** d'intelligence collective au service des alliances et réseaux
- la diffusion et mise en débat des expériences, des réflexions et **des propositions**

2004-2005 : deux années charnière dans l'histoire de la fondation



2004-2005 deux années charnière dans l'histoire de la fondation

*Le but statutaire de la fondation est de financer, par l'octroi de dons ou de prêts, des recherches et des actions qui concourent de manière significative et innovante au progrès de l'Homme par les sciences et le développement social. Le but, très large, permet à la fondation de tirer le meilleur parti possible de ses deux priviléges : l'**indépendance**, d'une part, et la **possibilité d'agir à long terme**, d'autre part.*

*Il incombe au Conseil de fondation de traduire, au fil des années, ces buts en **orientations** puis en **budgets**. Pour cela, l'activité de la fondation s'est organisée en grands **cycles pluriannuels** qui sont autant d'étapes dans un processus construit sur le long terme. A l'issue de chaque cycle une sabbatiale de 18 mois permet de faire le bilan d'étape et de définir les orientations pour l'étape suivante.*

La première étape de la fondation, 1982-1989, a été consacrée au soutien d'une grande diversité de projets qui avaient tous en commun de tenter une mise en relation de la réflexion et de l'action. La sabbatiale 1989-1990 a conduit à abandonner la politique de soutien aux projets ponctuels.

La deuxième étape s'est organisée autour de sept grands programmes thématiques et de quatre politiques :

- les sept programmes thématiques correspondaient à l'idée que l'humanité était confrontée à des défis communs et qu'il convenait donc, pour affronter ces défis, d'aider à la construction de réseaux internationaux d'acteurs ;
- les quatre politiques décrivaient les moyens de mieux mobiliser la connaissance au service de l'action : la politique d'échange d'expériences et la création d'une banque internationale d'expériences, dite "dialogue pour le progrès de l'humanité" (DPH) ; la politique des rencontres

internationales ; la politique d'édition qui a donné naissance, en 1995, à la création d'une maison d'édition, les Editions Charles Léopold Mayer (ECLM) ; la politique de capitalisation d'expériences, enfin, pour permettre à une personne ou à une institution de réfléchir à son expérience et d'en tirer les leçons.

*La deuxième étape, prévue au départ pour cinq ans s'est révélée suffisamment féconde pour justifier sa prolongation pendant cinq autres années. Elle s'est achevée par l'organisation et la tenue, en décembre 2001, de l'**Assemblée Mondiale de Citoyens**, aboutissement d'un long effort pour comprendre les défis majeurs du 21^{ème} siècle et rechercher des éléments de réponse. Cette Assemblée a été menée dans le cadre d'une dynamique internationale initiée par la fondation : l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Des travaux de l'Assemblée s'est dégagé un agenda commun pour le 21^{ème} siècle, constitué de trois mutations majeures : une **révolution de la gouvernance** pour inventer des modes de régulation à l'échelle de la complexité de nos sociétés ; l'émergence d'une **éthique commune** puisque les peuples de la terre vont devoir se mettre d'accord sur un certain nombre de principes communs pour gérer leur unique planète ; un **changement radical de nos modèles** de recherche, de production, d'échange, de consommation, de vie, pour construire des sociétés durables.*

La seconde sabbatiale 2002-2003 a duré jusqu'en juin 2003. Elle a été profondément marquée par les méthodes et les résultats de l'Assemblée. Les orientations pour la troisième étape ont été adoptées par le Conseil de fondation en juin 2003.

Dans cette troisième étape, 2003-2010, la fondation affiche une priorité : contribuer à l'émergence d'une communauté mondiale :

- parce que les **interdépendances** entre les sociétés de la planète, entre l'humanité et la biosphère sont irréversibles et nos destins indissociables ;
- parce qu'une **gouvernance mondiale** légitime, démocratique et efficace n'a pas encore émergé pour prendre en charge ces interdépendances ;
- parce que l'humanité est contrainte, si elle veut survivre, à d'**immenses mutations**. Ni les Etats ni les grandes entreprises ne sont en situation de les concevoir et de les conduire, ce qui en fait reposer la responsabilité ultime sur les citoyens.

Le réalisme, pour la petite fondation que nous sommes, c'est de nous mettre au service de cette ambition.

Les nouvelles orientations ont appelé une nouvelle organisation, permettant de valoriser mieux que par le passé les complémentarités et les liens entre les actions que soutient la fondation. D'où la suppression des découpages en programmes et politiques. Elle doit aussi permettre une meilleure gestion de la durée en remplaçant le cycle budgétaire annuel par un cycle biennal.

2004-2005, a été le premier cycle biennal des nouvelles orientations. C'est la charnière entre la deuxième et la troisième étape de la fondation. Les actions anciennes se sont achevées progressivement, un nouveau mode de travail s'est expérimenté.

Pierre Calame
Directeur général

Le budget 2004-2005

La philosophie budgétaire et l'organisation des actions

Le Conseil de fondation a opté en 2003 pour un **budget biennal** mieux en accord avec la complexité des thèmes abordés. Le budget 2004-2005 est le premier budget biennal.

Le budget s'organise en **lignes d'actions** dotées chacune d'un budget prévisionnel appelé « **autorisation de programme** ». Chaque autorisation de programme est votée par le Conseil de fondation, tous les deux ans, sur la base d'une fiche budgétaire qui définit les objectifs poursuivis.

Chaque ligne d'action a, au sein de l'équipe permanente de la fondation, un référent responsable de programmes qui doit construire les partenariats, choisir les modes d'action, gérer les dépenses correspondantes et assurer les liens entre les lignes d'action et l'ensemble de la stratégie de la fondation.

Dans le cadre de chaque autorisation de programme, les dépenses sont de natures très diverses : conventions pluriannuelles d'appui à des partenaires, organisation de rencontres ou réalisation d'outils de communication (livres, dossiers, cd-rom, site web, etc).

L'action de la fondation s'inscrivant dans la durée, la plupart des partenariats engagés s'étendent sur plusieurs années. La complexité des actions et réflexions entreprises nécessite un long processus de maturation. Les dotations aux différentes lignes d'action et les dépenses correspondantes s'équilibrent donc dans la durée mais nous excluons toute idée de « taux d'exécution du budget » : mieux vaut reporter à plus tard une action pour laquelle nous n'avons pas trouvé de partenaire que de la lancer au motif qu'elle avait été programmée.

La moitié environ du budget est affecté à des lignes d'action, prédéfinies lors du vote du budget par le Conseil de fondation en début de période biennale et réparties entre quatre modes d'entrée (des dimensions). L'autre moitié est consacrée à la conduite de la stratégie, au suivi des actions et à une importante « réserve » affectée au fil des mois en fonction des nécessités et d'opportunités, conformément aux orientations fixées par le Conseil. La structure des dépenses à l'issue de la période biennale peut, de ce fait, être sensiblement différente du budget voté initialement.

Les quatre modes d'entrée

Chaque ligne d'action est caractérisée par quatre dimensions :

où : la ou les zones géographiques concernées

avec qui : le ou les milieux socioprofessionnels impliqués

sur quoi : les thèmes abordés

comment : les méthodes mises en oeuvre

Mais pour donner plus de lisibilité à la stratégie d'ensemble de la fondation, les lignes d'action sont classées en fonction de leur dimension principale, que nous appelons le mode d'entrée ou la dominante.

Conduire la stratégie : l'action directe

L'équipe permanente de la fondation a une importante responsabilité dans l'animation du projet collectif : entretien du dialogue avec les différents partenaires, mise en lien de ceux-ci, développement et mise en oeuvre des outils et méthodes, capitalisation permanente de l'expérience. C'est ce que nous appelons l'action directe de la fondation.

Elle couvre l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement de l'équipe permanente et aux renforts ponctuels en ressources humaines.

Relier : le suivi des actions partenariales

Le suivi des actions partenariales et la mise en lien des partenaires entre eux sont des priorités. Pour manifester cette priorité, un budget spécifique a été alloué en 2004-2005 à ce suivi. Il englobe trois modalités différentes :

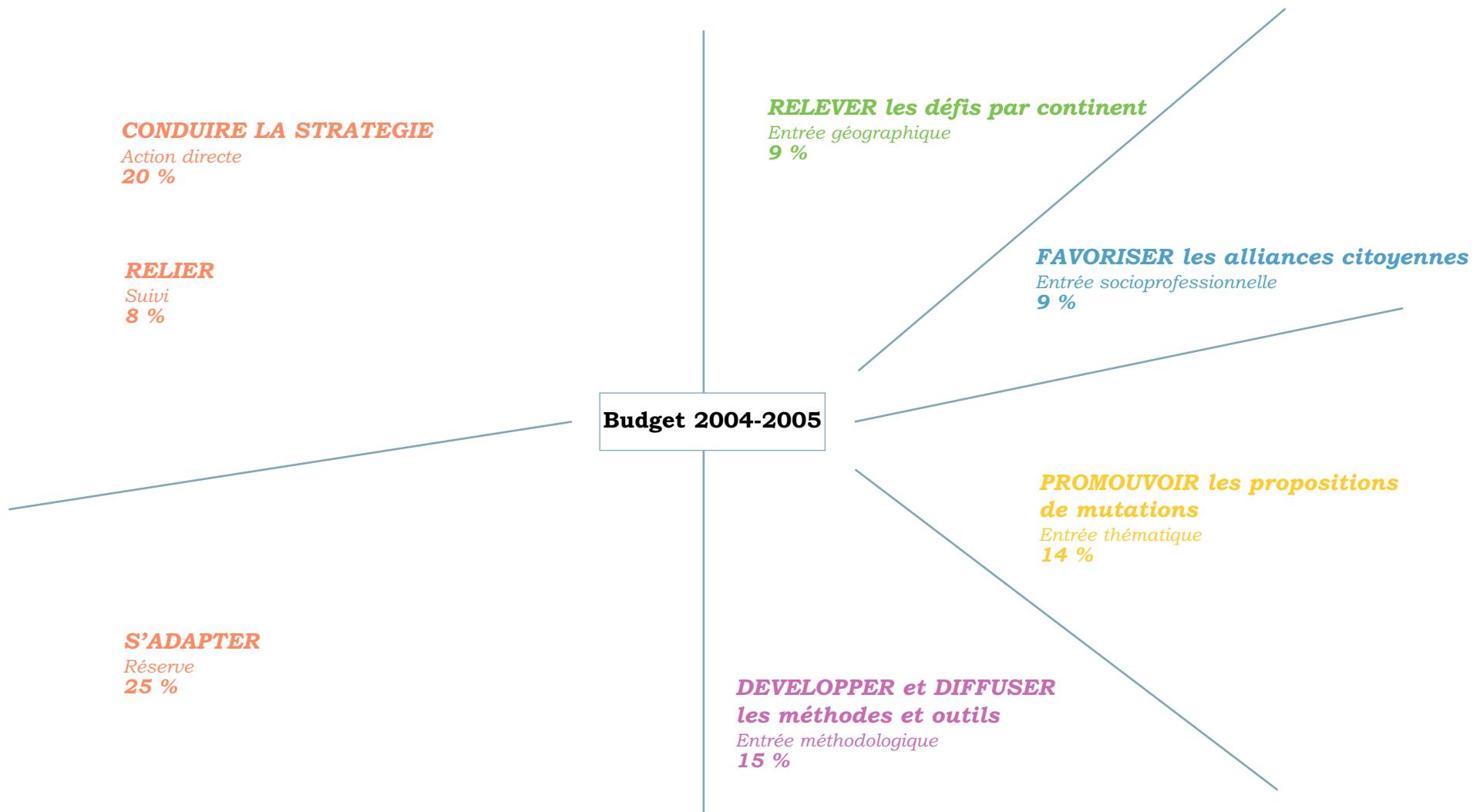
- le **suivi** proprement dit, qui nécessite parfois de faire appel à des ressources humaines extérieures à l'équipe permanente ;

- l'**appui méthodologique**, qui vise à mettre à disposition des partenaires les outils et méthodes d'organisation, d'animation, de gestion, d'intelligence collective développés par la fondation et ses partenaires au fil des années ;

- le **suivi transversal**, qui met en dialogue toutes les initiatives qui ont des points communs transversaux. Le suivi transversal poursuit trois objectifs : produire ensemble un savoir nouveau et le partager avec un large public ; faciliter la mise en lien des acteurs partageant les mêmes préoccupations ; développer la capacité collective à aborder des questions complexes. Nous privilégions pour le suivi transversal les thèmes qui reflètent le mieux nos priorités comme l'éthique de la responsabilité, l'organisation des alliances citoyennes ou encore la gouvernance mondiale.

S'adapter : La réserve

Lors du vote du budget 2004-2005, le Conseil de fondation n'a pas souhaité répartir entre les autorisations de programmes, la totalité des moyens financiers disponibles. Il a tenu à ce que la fondation dispose de capacités d'adaptation, d'autant plus qu'il s'agissait de la première phase de mise en oeuvre des nouvelles orientations. C'est pourquoi il a constitué une réserve, représentant 25 % du budget total. Cette réserve a été engagée au fil du temps en fonction des opportunités. Au total 55 % de la réserve a été affecté en 2004-2005, le plus souvent pour accroître les moyens consacrés à une ligne d'action particulièrement importante. Le solde a abondé le budget 2006-2007 et la même méthode a été reconduite.



Les dépenses 2004 - 2005

Les dépenses de la biennale 2004-2005

Les dépenses totales 2004-2005 sont légèrement inférieures à 20 millions de francs suisses.

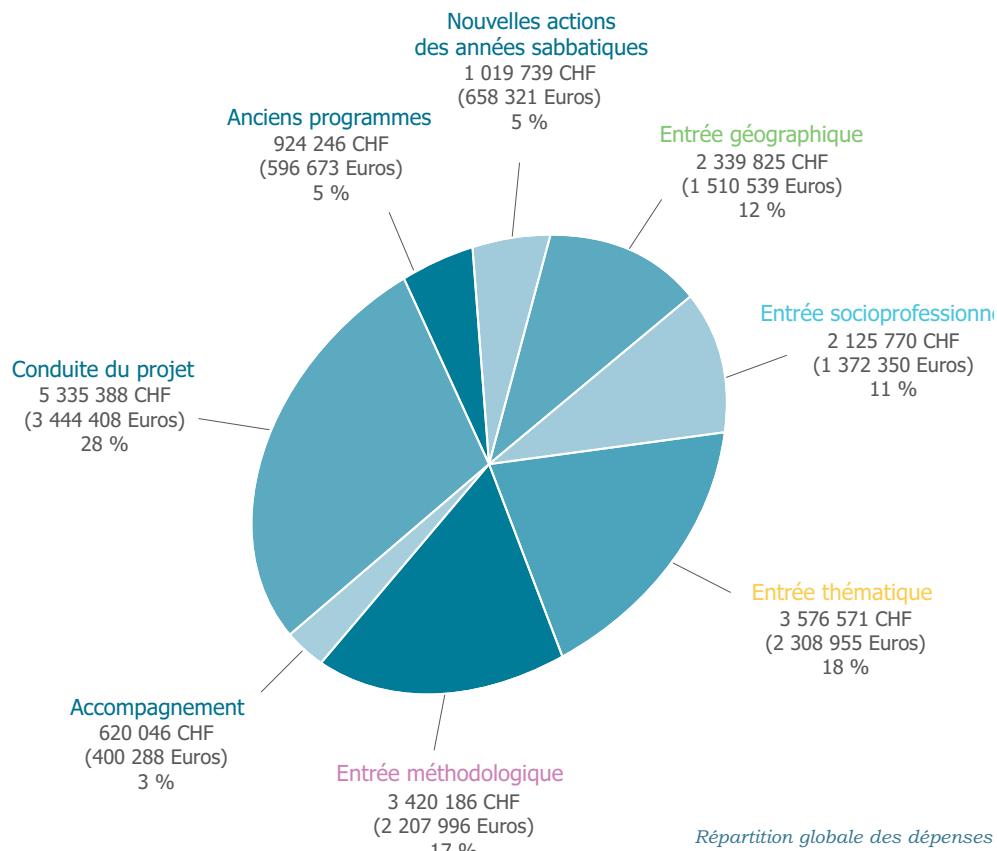
La biennale 2004-2005 est la première des orientations 2003-2010.

2004 a été une année de transition. Ses dépenses ont donc relevé de trois logiques :

- la clôture progressive des programmes et des politiques lancés dans la période précédente (1990-2001) ;
- la poursuite et l'achèvement du travail de valorisation et de capitalisation de l'expérience accumulée entrepris lors de la sabbatiale (2002-2003) ;
- l'engagement progressif des lignes d'actions définies dans le cadre des nouvelles orientations.

L'année 2005 a été clairement tournée vers la mise en oeuvre de nos orientations.

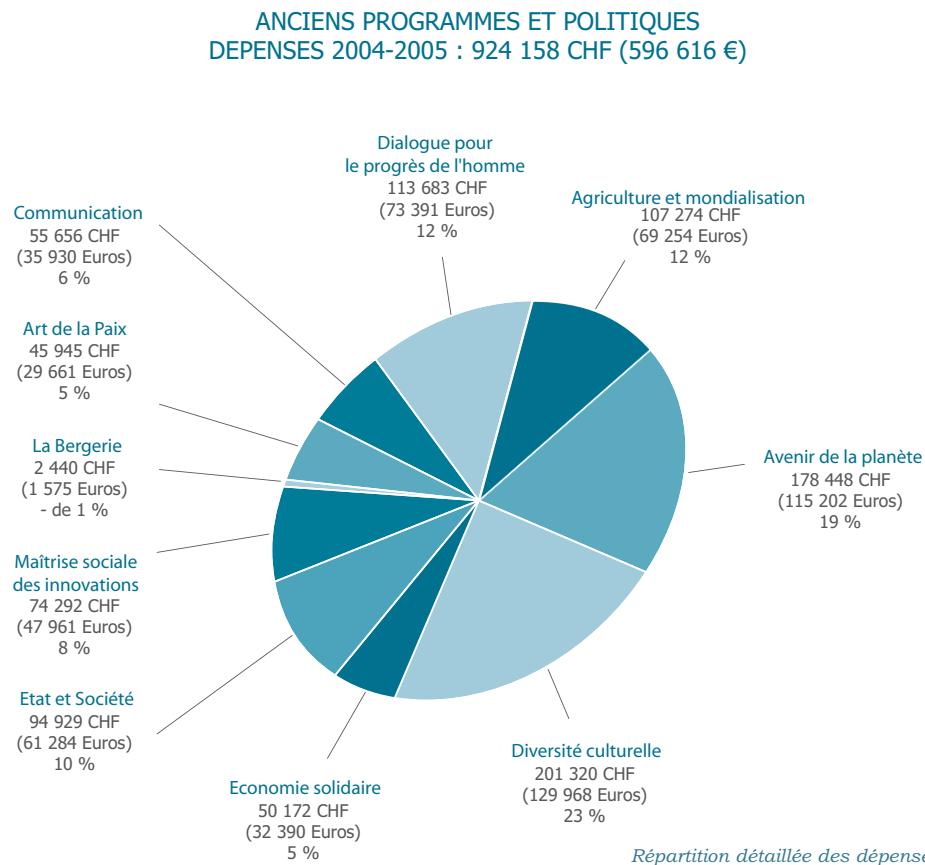
REPARTITION DES DEPENSES 2004-2005 :
19 361 772 CHF (12 499 530 €)



I. L'achèvement des actions lancées avant 2004

La clôture progressive des anciens programmes et politiques

Les dépenses correspondant à l'achèvement des anciens programmes et politiques représentent 10 % des dépenses 2004 et 5 % du total 2004-2005. De nombreux partenariats, construits dans le cadre de ces programmes et politiques, se sont d'ailleurs intégrés dans les nouvelles orientations.



Les dépenses principales concernent :

- Le programme *agriculture et mondialisation* (107 274 CHF) : réalisation de la revue multilingue Terre citoyenne ; valorisation de l'assemblée mondiale de paysans tenue à Yaoundé en 2002 ; réalisation de dossiers de capitalisation en Équateur, en Afrique Centrale et en Italie.

- Le programme *avenir de la planète* (178 448 CHF) dans le cadre duquel, nous avons soutenu, de 1994 à 2001, l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Son point d'orgue a été, en 2001, l'organisation de l'Assemblée Mondiale de Citoyens et la rédaction d'une soixantaine de cahiers de propositions issus de travaux collectifs. Nous avons poursuivi, en 2004, la publication et la diffusion, de certains cahiers de propositions en plusieurs langues et financé la maintenance et le développement du site de l'alliance (www.alliance21.org) qui constitue le point d'appui principal de cette dynamique internationale. Une Charte constitutive de l'Alliance a été arrêtée en 2005. Elle serait le cadre général des actions à venir.

- Le programme *vivre en paix dans un monde de diversité* (201 320 CHF) : soutien au développement de l'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants (AEI) ; mise en place du dispositif de coordination internationale de diffusion de la Charte des Responsabilités Humaines, qui constitue un axe d'action prioritaire pour les prochaines années.

- Le programme *promotion d'une économie responsable, plurielle et solidaire* (50 172 CHF) : soutien à différents chantiers de travail internationaux engagés dans le cadre de l'Alliance au cours des années précédentes et concernant en particulier la responsabilité sociale des acteurs, la finance solidaire, le commerce équitable, les alternatives en matière de monnaie.

- Le programme *renouvellement des relations entre Etats et société* (94 929 CHF) : appui au travail de la fondation pour les générations futures sur la conception qu'ont, en Europe, différents milieux de leur

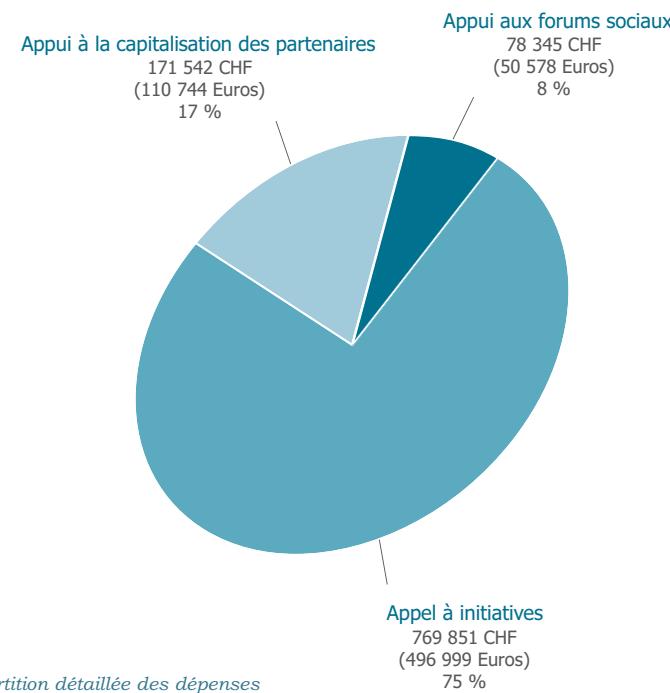
responsabilité ; appui en France à un collectif national des Pactes locaux pour l'emploi et la cohésion sociale ; appui méthodologique à la rencontre des maires africains Africité 3 ; poursuite de la diffusion des idées nouvelles sur la gouvernance.

- Le programme *maîtrise sociale de l'innovation* (74 292 CHF) : soutien au centre éthique technique et société -CETS- qui développe une pédagogie de la responsabilité des professionnels ; appui à l'association « Alliances Citoyennes » qui promeut des initiatives économiques innovantes et responsables.
- Le programme *promotion d'un art de la paix* (45 945 CHF) : appui aux mouvements non-violents et aux ateliers de paix dans les Balkans ; appui à l'Ecole de la Paix.
- La *politique de communication* (55 656 CHF) : réalisation et édition d'ouvrages publiés par les Editions Charles Léopold Mayer - ECLM.
- La *politique DPH - Dialogue pour l'Humanité* - (113 683 CHF) : animation et valorisation de la banque internationale d'expériences ; processus de capitalisation collective d'une politique lancée depuis 15 ans ; valorisation éditoriale de recueils de fiches d'expérience ; engagement d'un travail de fond sur les notions principales du thésaurus.

La sabbatiale

La plupart des travaux de capitalisation d'expériences menés au cours de la sabbatiale ont été effectués en 2002 et 2003.

ANNÉES SABBATIQUES
DEPENSES 2004-2005 : 1 019 739 CHF (658 321 €)



Les dépenses 2004-2005 se répartissent en 3 catégories :

- Le financement de *l'appel à initiatives* : après avoir soutenu massivement le développement de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire au cours des années précédentes, la fondation a marqué pendant la sabbatiale une pause en l'attente de définition de nouvelles perspectives. Pour éviter les effets dommageables d'un arrêt trop brutal des financements, un *appel à initiatives* a été lancé en 2002 pour permettre aux alliés qui le souhaitaient de prendre des initiatives nouvelles. Une vingtaine d'initiatives ont été ainsi soutenues ; elles préfigurent très souvent les nouvelles orientations 2003-2010.

- Nous avons souhaité que le temps et les moyens consacrés par notre équipe à la *capitalisation de l'expérience* accumulée au cours des 10 dernières années soit aussi une opportunité, pour certains de nos partenaires proches, de faire le même effort. La fondation a dégagé pour cela un budget. Les dépenses de 2004 concernent les travaux de capitalisation menés par le CERA (Centros de estudios y de agricultura internacional) ; les mouvements non violents français regroupés dans Non violence 21 ; l'Ecole de la Paix de Grenoble ; le Chantier Jeunes de l'Alliance ; le Réseau d'éducation à l'environnement en Grèce ; l'Université de Caracas (Vénézuela).

- *Les forums sociaux*, mondiaux et régionaux ont été, à partir de 2001, un des espaces de valorisation et de mise en débat des propositions issues des travaux de la fondation et de ses partenaires. Nous avons apporté un soutien sélectif à ces forums sociaux en facilitant la participation de personnes de différents continents, en faisant connaître les propositions élaborées dans le cadre de l'Alliance, en apportant aux forums des méthodes de travail collectif nouvelles, incitant à passer de la protestation à la proposition.

II. La mise en oeuvre des orientations 2003-2010

1/ Les deux tiers des dépenses de la fondation sont en euros, le dernier tiers est en dollars, francs suisses et plus exceptionnellement en autre monnaie. Le taux de conversion utilisé est voisin de 1,55 CHF pour 1 euro.

2/ Les dépenses qui figurent dans les tableaux ci-contre sont des dépenses de la fondation ; les cofinancements éventuels transitant par la fondation figurent en commentaire.

3/ Le montant de la dotation figurant en colonne de gauche inclut le cas échéant la réévaluation effectuée en 2004-2005, prélevée sur la réserve. Au total 2 363 028 € soit 55,60 % de la réserve ont été ainsi affectés au cours de l'exercice 2004-2005.

4/ Le terme "Réf" renvoie au responsable de programme de la fondation en charge de l'action.

Retrouvez l'ensemble des informations relatives aux actions et à nos partenaires sur le site web : www.fph.ch

Entrée géographique

Europes - O1

Afriques - O2

Asies - O3

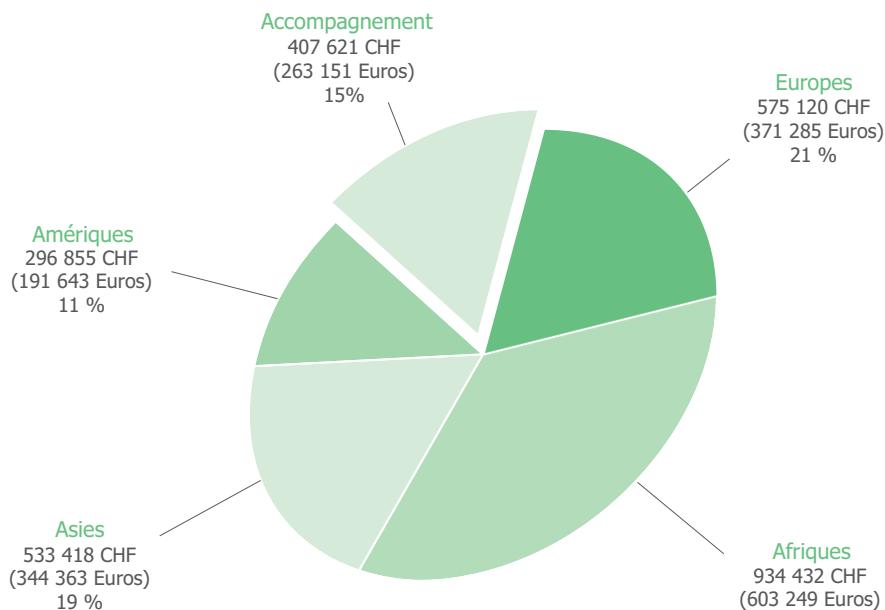
Amériques - O4

Les orientations de la fondation l'amènent à adopter une approche résolument internationale. Pour chaque continent ou grande région, nous avons identifié, en lien avec nos orientations générales, ce qu'étaient les défis principaux. C'est par rapport à ces défis que nous avons développé le partenariat.

L'Afrique représente à elle seule plus du tiers des dépenses. Europe et Asie représentent à chacune environ 20 %. L'Amérique vient en dernier avec 11 % des dépenses. L'accompagnement et le suivi représentent 15 % et concernent l'Afrique et la Chine.

- En **Europe**, (575 120 CHF) l'objectif majeur est de développer une conscience et une citoyenneté européennes. Cela passe par la création d'espaces publics de réflexion, de débat et de propositions sur les questions communes. En 2004-2005 nous avons privilégié pour

ENTREE GEOGRAPHIQUE PAR CONTINENT
DEPENSES 2004-2005 : 2 747 446 CHF (1 773 690 €)



cela la mise en place, coordonnée par la FGF (Fondation pour les Générations Futures), fondation belge, de panels européens citoyens sur l'avenir des espaces ruraux. Dans le même esprit, nous appuyons le CERA (Centros de estudios y de agricultura internacional) en Espagne pour renforcer la conscience d'une appartenance commune à l'ensemble méditerranéen.

- En **Afrique** (934 432 CHF), le défi majeur est de refonder la gouvernance, du niveau local au niveau continental. Notre contribution est pour cela essentiellement apportée à l'Alliance pour la refondation d'une gouvernance africaine légitime, animée par Monsieur Ousmane Sy, maître d'oeuvre de la décentralisation au Mali et lauréat en 2004 du prestigieux prix Roi Baudouin pour le développement. Cette alliance, née en Afrique de l'Ouest, commence en 2005 à s'étendre à d'autres pays d'Afrique, en partenariat avec l'Union Africaine.

- En **Asie** (533 418 CHF), la majorité des dépenses en 2004 et 2005 a concerné les coopérations avec la Chine. Elles sont diversifiées et anciennes. Dans les années 90, elles ont eu pour objectif principal de permettre à différents secteurs de la société chinoise, en train de s'ouvrir sur le monde extérieur, de mieux participer aux affaires mondiales. Elles prennent en compte maintenant le besoin de la société chinoise de réfléchir à son modèle de développement, après une décennie de croissance économique rapide posant des problèmes immenses, sociaux, écologiques et de gouvernance. Notre coopération avec la Chine comporte deux volets de dépenses : l'appui à un travail de médiation assuré par deux associations, AITEC (Association Internationale des Techniciens Experts et Chercheurs) et Culturemédia ; l'appui à différents partenaires chinois. Dans ce cadre, nous avons en particulier coorganisé, en octobre 2005, le premier forum Chine Europe.

- Dans les **Amériques** (296 855 CHF), nous poursuivons deux objectifs principaux : en Amérique du sud, nous privilégions la construction de la paix et l'évolution de la gouvernance dans les pays andins. Pour ce faire, nous poursuivons un partenariat de longue durée avec l'ONG colombienne CINEP et nous commençons à mettre en place les conditions d'un dialogue entre les différents pays d'Amérique du Sud sur la gouvernance et l'intégration régionale. En Amérique du nord, nous tentons de contribuer à l'ouverture de la société américaine aux points de vue des autres sociétés pour contrecarrer la dangereuse tendance au repli sur soi constatée après les événements du 11 septembre 2001.

Europes

O130401

Créer un espace public européen de débat sur l'avenir des territoires ruraux, l'évolution des politiques européennes et le modèle de développement agricole et alimentaire

Elaboration d'un modèle d'espace public de débat à l'échelle européenne qui pourrait, par exemple, se concrétiser, dans un premier temps, par la mise sur pied d'un panel citoyen européen sur la ruralité.

Réf : Manola Gardez

O130402

Développer la conscience citoyenne d'une appartenance commune à un ensemble méditerranéen

A partir du capital social et des liens déjà créés dans la région méditerranéenne par le CERAI, élargir le champ des relations et des thèmes d'intérêts en contribuant ainsi à assurer une médiation mutuellement enrichissante entre l'espace méditerranéen et les autres régions du monde.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

450 759 CHF (291 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Fondation pour les générations futures (Belgique) : 402 740 CHF (260 000 €)
- Betty Nguyen (France) : 23 235 CHF (15 000 €)
- Alimenterra (Royaume-Uni) : 24 784 CHF (16 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

123 920 CHF (80 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- CERAI (Espagne) : 123 920 CHF (80 000 €)

Afriques

O210401

Mobiliser les acteurs africains autour de la refondation de la gouvernance

Appui à la création d'une « Alliance pour la refondation de la gouvernance en Afrique » ouverte à toutes les initiatives africaines concernées, dans le but de susciter l'émergence d'une gouvernance africaine légitime.

Réf : Pierre Calame, Françoise Macé

Co-financements du Ministère français de la coopération (108 430 CHF / 70 000 €) et de la DDC Suisse (290 324 CHF / 187 427 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

743 840 CHF (480 206 €)

Principaux bénéficiaires :

- Ousmane Sy (Malí) : 149 633 CHF (96 600 €)
- FRAO (Sénégal) : 389 129 CHF (251 213 €)
- Falilou M'Bacé Cisse (Sénégal) : 29 713 CHF (19 182 €)
- Sidiki Daff (Sénégal) : 15 490 CHF (10 000 €)

Coordination :

- EXEMOLE (France) : 76 620 CHF (49 464 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

4 712 CHF (3 042 €)

Principaux bénéficiaires :

- Fanta Wolde (Ethiopie) : 6 447 CHF (3 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

46 470 CHF (30 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- RAMPE (Burkina Faso) : 46 470 CHF (30 000 €)

O220401

Développer le capital social de la fondation en Afrique anglophone

Elargir les partenariats de la FPH en Afrique à l'Afrique australe et orientale puis au Nigéria.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

O250401

Réformer les politiques d'appui à la petite entreprise et à l'économie locale en Afrique

Appuyer le RAMPE (Réseau africain d'Appui à la Micro et Petite Entreprise) dans son rôle de force de proposition en matière d'appui à la micro et petite entreprise en Afrique.

Réf : Philippe Amouroux

O250402

Poursuivre le soutien au réseau APM Afrique et à l'Université Paysanne Africaine

Permettre de nouvelles ouvertures pour le réseau APM Afrique, le maintien de sa capacité de reliance et la recherche d'autres financements.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

139 410 CHF (90 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- APM Afrique (Cameroun) : 139 410 CHF (90 000 €)

Asies

0320401

Explorer la pertinence et la viabilité d'une alliance citoyenne au Moyen Orient et en Asie Centrale

Identifier de nouveaux partenaires dans ces régions.
Réf : Gustavo Marin

0320403

Développer le capital social de la fondation et renforcer les approches régionales en Asie de l'Est, hors Chine

Inventer et engager au Vietnam, puis au Japon et en Corée du Sud, une démarche progressive de développement des relations et partenariats de la fondation, d'identification des problèmes clés et de recherche d'alliés financiers.

Réf : Pierre Vuarin

0340401

Développer l'alliance en Chine et appuyer une plus forte participation de la Chine aux affaires mondiales

S'appuyer sur le capital social et de confiance de la FPH en Chine et soutenir un travail de médiation afin de favoriser l'éclosion d'une société civile chinoise adaptée à son histoire, en lien avec le reste du monde et porteuse d'un mode de développement plus durable.

Réf : Pierre Vuarin

Coordination :

- AITEC (France) : 219 958 CHF (142 000 €)
- Culturemédia (France) : 46 470 CHF (30 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

50 011 CHF (32 286 €)
Principaux bénéficiaires :
- Safdari Behrouz (France) : 41 823 CHF (27 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

25 954 CHF (16 755 €)
Principaux bénéficiaires :
- Ecole de la Paix (France) : 23 235 CHF (15 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

457 349 CHF (295 254 €)
Principaux bénéficiaires :
- Jiang Yaping (Chine) : 30 980 CHF (20 000 €)
- Han Xianging (Chine) : 29 896 CHF (19 300 €)
- People.com (Chine) : 27 882 CHF (18 000 €)
- Peuple de Chine (Chine) : 51 117 CHF (33 000 €)
- QiuYinChen (Chine) : 4 647 CHF (3 000 €)
- Revue Femmes Chinoises : 38 725 CHF (25 000 €)
- Revue Sciences et technologies (Chine) : 32 529 CHF (21 000 €)
- Shang Chenbiao (Chine) : 6 196 CHF (4 000 €)

Amériques

0410401

Renforcer la stratégie de paix en Colombie en s'appuyant sur une réforme de l'éducation

Aider à transformer le système éducatif colombien de manière pacifique à partir d'espaces de dialogue où chaque acteur concerné et chaque culture peut faire entendre sa voix.

Réf : Pierre Calame

0420401

Renforcer un dialogue entre partenaires de la FPH et citoyens des Etats-Unis d'Amérique

Dépasser les lignes de fracture et créer les conditions d'un dialogue constructif sur l'avenir de la planète et de la gouvernance mondiale en intégrant le rôle complexe des Etats-Unis.

Réf : Gustavo Marin

Montant des dépenses 2004-2005 :

92 940 CHF (60 000 €)
Principaux bénéficiaires :
- Ecole de la Paix (France) : 92 940 CHF (60 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

94 319 CHF (60 891 €)
Principaux bénéficiaires :
- Arnaud Blin (France) : 34 852 CHF (22 500 €)

0430401

Développer le dialogue et l'intégration régionale dans les Pays Andins et dans le Conosur

Favoriser la participation de la société civile à la construction de dynamiques nationales et régionales dans les Pays andins et dans le Conosur.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

109 596 CHF (70 753 €)
Principaux bénéficiaires :
- CINEP (Colombie) : 108 430 CHF (70 000 €)

Entrée socioprofessionnelle

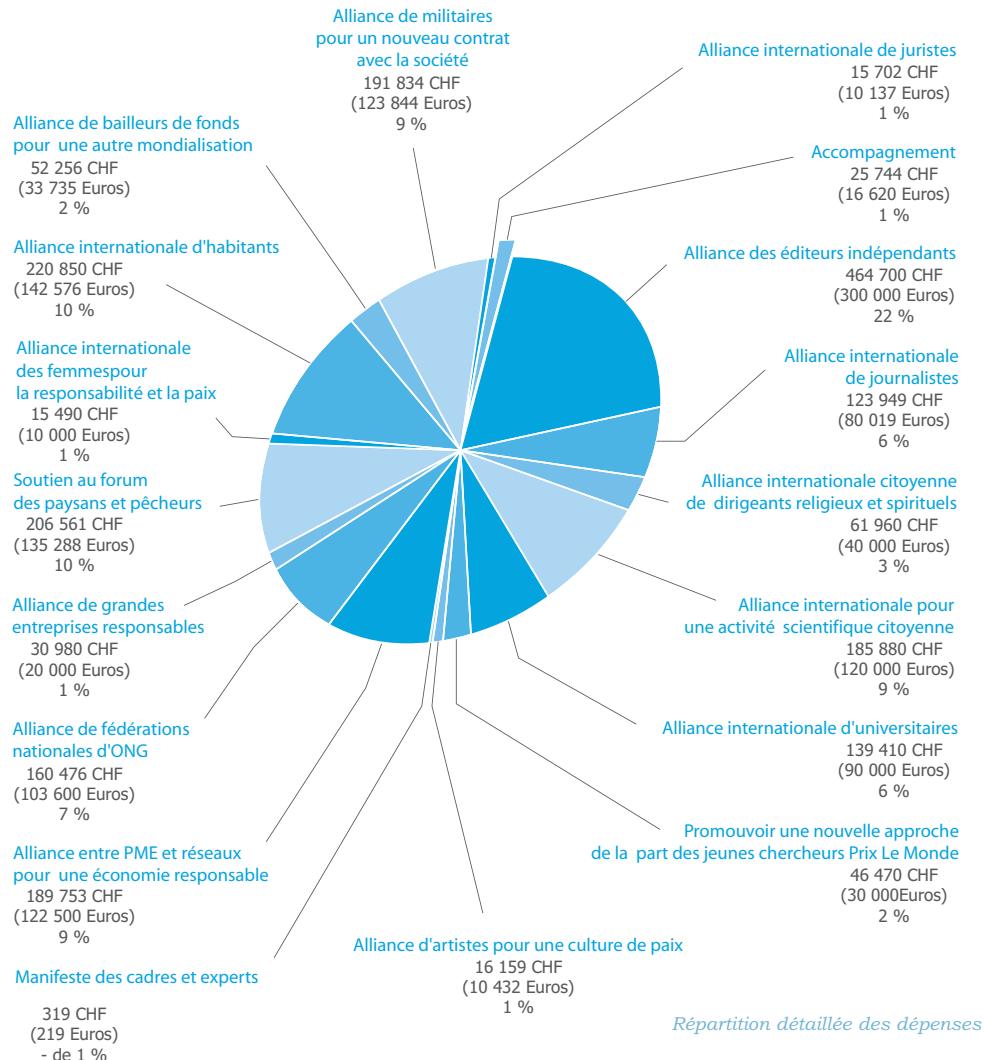
Collèges Représentations - Q1

Collèges Economie et Société - Q2

Collèges Gouvernance - Q3

L'objectif principal de la fondation est ici d'appuyer des alliances citoyennes : ce sont des réseaux internationaux d'institutions et de personnes d'un même milieu social ou professionnel qui partagent la même conscience de leur responsabilité et de leur rôle dans la société. Les idées de responsabilité et de contrat social ont fait beaucoup de chemin ces dernières années, ce qui explique l'intérêt suscité par ces alliances. C'est une des formes de construction progressive d'une communauté mondiale.

ENTREE SOCIOPROFESSIONNELLE DEPENSES 2004-2005 : 2 151 514 CHF (1 388 970 Euros)



Une alliance citoyenne est souvent le résultat d'un long processus de construction de la confiance, ce qui explique que la plupart de celles qui ont fait l'objet de soutiens financiers en 2004 et 2005 trouvent leur origine dans des partenariats préexistants.

Le plus gros partenariat concerne l'**Alliance des éditeurs indépendants** avec 22 % du total.

Cinq autres alliances représentent chacune environ 10 % du total : **militaires, habitants, paysans et pêcheurs, PME et réseaux pour une économie responsable, scientifiques**. Onze autres se partagent le solde.

Le poids des dépenses en 2004-2005 ne reflète pas nécessairement l'importance de nos engagements sur le long terme qui concernent tous les milieux, chacun nécessitant une approche particulière et des partenariats spécifiques.

Collèges Représentations

Q110401

Poursuivre l'appui au développement de l'Alliance des éditeurs indépendants

Soutenir le développement de l'Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation et, le cas échéant, à partir de la prochaine période budgétaire, le lancement d'une alliance de producteurs de films indépendants.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :

464 700 CHF (300 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- AEI (France) : 464 700 CHF (300 000 €)

Q110402

Appuyer la naissance d'une alliance internationale de journalistes responsables

S'appuyer sur les initiatives prises par la fondation pour rassembler des « collèges de journalistes » soucieux de réfléchir à la responsabilité et à l'impact des médias, pour contribuer au lancement d'une alliance de journalistes.

Réf : Manola Gardez

Montant des dépenses 2004-2005 :

123 949 CHF (80 019 €)

Principaux bénéficiaires :

- Nathalie Dollé (France) : 47 709 CHF (30 800 €)
- Ipaz (Brésil) : 15 490 CHF (10 000 €)
- Pipal Tree (Inde) : 12 392 CHF (8 000 €)
- Lynda Pollack (Etats-Unis) : 15 490 CHF (10 000 €)
- Siddhartha (Inde) : 3 098 CHF (2 000 €)

Q120402

Développer une alliance internationale citoyenne de dirigeants religieux et spirituels

A partir du Collège interreligieux de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, élaborer un projet de Charte des Religions et Spiritualités, creuset d'une future alliance internationale.

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :

61 960 CHF (40 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Pipal Tree (Inde) : 46 470 CHF (30 000 €)
- Siddhartha (Inde) : 15 490 CHF (10 000 €)

Q130401

Appuyer la naissance d'une alliance internationale de scientifiques citoyens

Construire un réseau mondial appelé à redéfinir le contrat social entre la recherche et la société.

Réf : Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

185 880 CHF (120 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Fondation Sciences Citoyennes (France) :
185 880 CHF (120 000 €)

Q130402

Développer l'alliance internationale d'universitaires pour un nouveau contrat social

Soutien à ORUS, Observatoire international des Réformes Universitaires placé sous le patronage intellectuel d'Edgar Morin.

Réf : Juliette Decoster

Montant des dépenses 2004-2005 :

139 410 CHF (90 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- ORUS (France) :
139 410 CHF (90 000 €)

Q130403

Poursuivre le soutien au Prix Le Monde de la recherche universitaire

Continuer de promouvoir une nouvelle approche de la part de jeunes chercheurs et un nouveau dialogue entre l'Université et les citoyens.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :

46 470 CHF (30 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Le Monde de l'Education (France) : 46 470 CHF (30 000 €)

Q140401

Explorer la faisabilité d'une alliance d'artistes pour une culture de paix

Pour que l'art participe au ré-enchantement du monde en aidant les citoyens à s'impliquer de façon plus active et novatrice dans les débats de société.

Réf : Gustavo Marin, Juliette Decoster

Montant des dépenses 2004-2005 :

16 159 CHF (10 432 €)

Principaux bénéficiaires :

- POLIS (Brésil) :
15 490 CHF (10 000 €)

Collèges Economie et Société

Q210401

Développer les alliances entre PME et réseaux, pour une économie responsable, plurielle et solidaire

Développer les alliances pour une autre économie en promouvant le concept de responsabilité sociale et environnementale (RSE), en renforçant le mouvement et les pratiques de l'économie solidaire et en développant des alliances entre PME sur la RSE.

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :

189 752 CHF

(122 500 €)

Principaux bénéficiaires :

- RECR (Belgique) :
46 470 CHF (30 000 €)
- Alliance RSE (France) :
19 362 CHF (12 500 €)
- CRIDA (France) :
26 333 CHF (17 000 €)
- PACS (Brésil) : 26 333 CHF (17 000 €)
- Heloisa Primavera (Argentine) : 41 823 CHF (27 000 €)
- Yoko Kitazawa (Japon) :
29 431 CHF (19 000 €)

Q210402

Appuyer la construction d'une alliance mondiale de fédérations d'ONG

Une contribution à la structuration de la société civile mondiale côté ONG.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :

160 476 CHF (103 600 €)

Principaux bénéficiaires :

- Coordination Sud (France) :
160 476 CHF (103 600 €)

Q220401

Stimuler la création d'une alliance internationale de grandes entreprises responsables, à partir des réseaux existants

Promouvoir une réelle contribution des grandes entreprises aux défis du monde actuel et à l'émergence d'un monde responsable, pluriel et solidaire

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :

30 980 CHF (20 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Ecole de Paris (France) :
30 980 CHF (20 000 €)

Q230401**Poursuivre le soutien au forum des paysans et pêcheurs**

Permettre, au niveau mondial, l'expression et la participation des pêcheurs et des paysans au renouvellement du contrat social.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :
209 561 CHF (135 288 €)

Principaux bénéficiaires :
 - Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la mer (Canada) : 178 135 CHF (115 000 €)
 - Arcadie (France) : 18 588 CHF (12 000 €)

Q240401**Chercher à partir des dynamiques collectives internationales existantes de femmes, l'opportunité de faire émerger une alliance citoyenne fondée sur une conscience partagée des responsabilités**

Le passage du discours des réseaux internationaux de femmes sur l'égalité et l'affirmation de leurs droits doit et peut se compléter de l'engagement collectif des femmes sur leur responsabilité.

Réf : Juliette Decoster

Montant des dépenses 2004-2005 :
15 490 CHF (10 000 €)

Principaux bénéficiaires :
 - La marche mondiale des femmes (Canada) : 15 490 CHF (10 000 €)

Q320402**Construire une alliance de bailleurs de fonds pour une autre mondialisation**

Relancer l'effort de rapprochement en direction des fondations et grandes ONG qui soutiennent l'émergence d'une communauté mondiale, pour tenter de bâtir une dynamique plus collective.

Réf : Philippe Amouroux, Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :
52 255 CHF (33 735 €)

Principaux bénéficiaires :
 - Oriol Alsina (Espagne) : 20 911 CHF (13 500 €)

Q330401**Appuyer une alliance de militaires pour un nouveau contrat avec la société**

Créer un espace de dialogue entre militaires faiseurs de paix et la société civile.

Réf : Gustavo Marin

Montant des dépenses 2004-2005 :
191 834 CHF (123 844 €)

Principaux bénéficiaires :
 - Ecole de la Paix (France) : 185 880 CHF (120 000 €)

Q340401**Appuyer une alliance internationale de juristes**

Créer un espace de débat où le droit serait appréhendé comme moyen de construire une société juste et responsable.

Réf : Gustavo Marin

Montant des dépenses 2004-2005 :
15 702 CHF (10 137 €)

Principaux bénéficiaires :
 - Univcard (France) : 15 490 CHF (10 000 €)

Collèges Gouvernance

Q310401**Soutenir le développement de l'alliance internationale d'habitants**

Appuyer la structuration de réseaux internationaux d'organisation d'habitants en une alliance capable de promouvoir les droits fondamentaux des habitants, l'exercice de leur responsabilité et une co-production de l'habitat et de la ville.

Réf : Pierre Calame, Françoise Macé

Montant des dépenses 2004-2005 :
220 850 CHF (142 576 €)

Principaux bénéficiaires :
 - Unione Inquilini (Italie) : 216 860 CHF (140 000 €)

Entrée thématique

Principes généraux de gouvernance appliqués à différentes échelles - T1

Gouvernance et territoires - T2

Réforme de l'Etat - T3

Gouvernance mondiale - T5

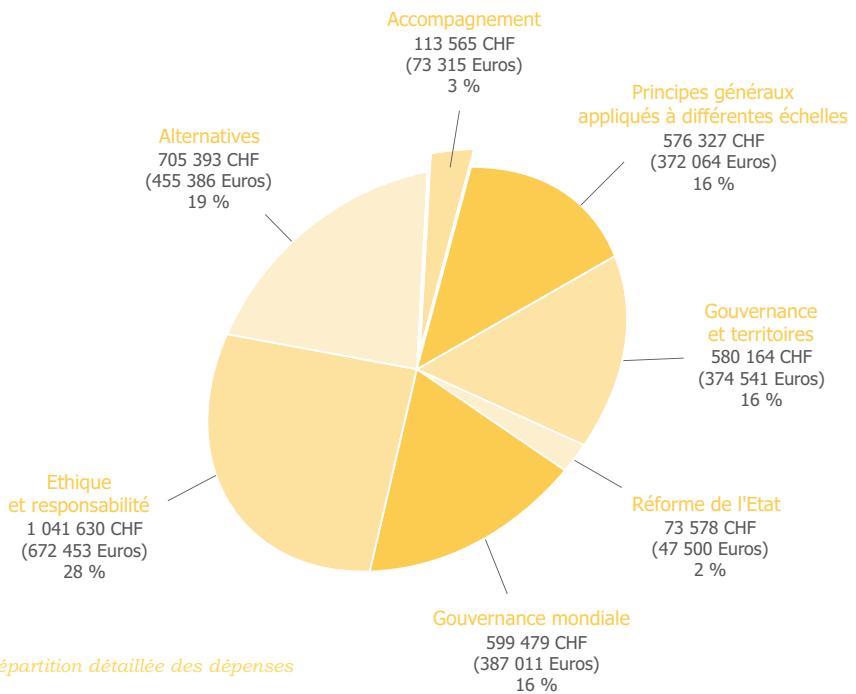
Ethique et responsabilité - T6

Société durable - T7

Les autorisations de programmes classées dans l'entrée thématique concernent les 3 mutations prioritaires dans les décennies à venir : la révolution de la gouvernance depuis le niveau local jusqu'au niveau mondial ; l'émergence et la diffusion de principes éthiques communs pour gérer notre planète ; la recherche de nouveaux modèles de vie, de productions et d'échange de biens, de services et de connaissances, que nous regroupons sous le vocable « recherche d'une société durable ».

L'entrée thématique est, dans les dépenses 2004-2005, la plus importante. Elle représente à elle seule 18 % du total des dépenses. Les trois mutations n'y pèsent pas le même poids.

ENTREE THEMATIQUE
DEPENSES 2005 : 3 690 136 CHF (2 382 270 Euros)



La gouvernance représente à elle seule la moitié des dépenses. Elle se décompose en cinq volets :

- mettre en débat et promouvoir de nouveaux principes de gouvernance ;
- promouvoir une autre approche des territoires et de la gouvernance locale ;
- réformer l'Etat ;
- promouvoir l'intégration régionale ;
- rechercher les modalités d'une gouvernance mondiale légitime, démocratique et efficace.

En réalité, trois seulement des volets ont fait l'objet d'une action d'amplitude significative : les principes de gouvernance ; la gouvernance locale ; la gouvernance mondiale. Chacune d'elle pèse le même poids.

- **La promotion de nouveaux principes de gouvernance** s'inscrit dans le droit fil de toutes les réflexions soutenues par la fondation dans ce domaine depuis une dizaine d'années. Les deux plus gros postes de dépenses ont été le lancement d'une initiative internationale pour une refondation de la gouvernance (IRG) débouchant en 2006 sur la création d'un institut en partenariat avec diverses universités pour confronter les idées nouvelles, enrichir la base d'expériences, faire évoluer les formations aux affaires publiques. Les autres actions placées sous cette rubrique sont, par ordre décroissant d'importance financière, la création d'un site ressources et d'un espace de débat international consacré à la gouvernance des ressources naturelles et foncières, par l'association AGTER, le lancement d'un réseau international de juristes se consacrant à la traduction juridique des nouveaux principes de gouvernance, la réintroduction des choix scientifiques dans le champ de la démocratie, l'étude de faisabilité d'une initiative internationale pour repenser l'économie qui débouche elle aussi en 2006 sur un programme plus structuré.

- Pour **la gestion des territoires et la gouvernance locale**, nous sommes arrivés à la conclusion que dans une société mondialisée les territoires, c'est-à-dire en pratique les villes et les régions, étaient appelés à jouer un rôle croissant et à devenir les briques de bases de la gouvernance de demain. Mais cette évolution se fera au prix d'une approche et d'une conception nouvelle des territoires et de la gouvernance locale. En 2004 nous avions espéré susciter assez rapidement une alliance entre les différents réseaux qui oeuvrent pour une nouvelle approche des territoires. Mais nous nous sommes vite aperçus que les esprits n'étaient pas encore préparés à une évolution aussi radicale et il est nécessaire, dans un premier temps, de multiplier les angles d'approche. Les réflexions sur une économie responsable plurielle et solidaire se sont rapprochées d'une démarche territoriale car elle permet de fédérer un certain nombre d'innovations économiques et sociales jusqu'alors cloisonnées. Une étude préalable a

été menée pour identifier au plan international les lieux de réflexion sur le territoire. Nous avons également continué notre soutien au réseau international sur l'écologie industrielle dont nous avons appuyé la naissance et le développement depuis de nombreuses années, considérant que c'était un des angles d'approche les plus efficaces pour aborder au niveau territorial la question du développement durable. Un site ressources web en chinois sur la gestion des grandes villes a également été initié en partenariat avec le Centre de recherche et de développement de la ville de Shanghai, en partant du constat que l'évolution des villes chinoises constituait un des facteurs structurants du monde de demain. Enfin, en partenariat avec l'association des peuples de montagne (APMM), nous avons promu une approche territoriale et un échange d'expériences international sur ces zones fragiles.

- Pour la **réforme de l'Etat**, nous nous en sommes tenus à une action ciblée : documenter et soutenir des processus de transition et de réforme de l'Etat dans les pays sortant de la guerre ou accédant à la démocratie. Force est de reconnaître par ailleurs au niveau international l'absence générale de leadership, de vision et de stratégie à long terme pour réformer en profondeur les Etats.

- Dans le domaine de **l'intégration régionale** et du **dialogue entre régions du monde**, l'action a été menée dans le cadre de l'entrée géographique, avec l'organisation très prometteuse du premier forum Chine / Europe qui s'est tenu à Canton à l'automne 2005 et a permis de débattre avec un large public chinois des modalités et des leçons de la construction européenne. Un second forum sera organisé, en Europe, à l'automne 2007.

- Le même déficit de leadership et de volonté politique de réforme se constate pour **la gouvernance mondiale**, de sorte qu'il faut poursuivre une approche latérale, en multipliant les angles d'attaque, en explorant les opportunités, en partant de différents domaines. On espère au fil des années unir les prises de conscience et dégager une perspective cohérente et commune. Quatre domaines ont fait l'objet d'un tel investissement : la société et de l'information avec l'accompagnement du travail multiacteurs qui s'est fait dans le cadre de la

préparation et du suivi du Sommet Mondial sur la Société et de l'Information ; l'économie avec une réflexion sur les modalités d'organisation des échanges du local au mondial ; les services publics avec un accent particulier sur l'expérience européenne qui permet de confronter des traditions très variées de conception et de mise en oeuvre des services d'intérêt général ; la notion de dette écologique qui reflète les prélevements passés et présents des pays riches sur la biosphère. Nous avons également soutenu des débats publics sur les propositions de réforme de la gouvernance mondiale et procédé au recensement des propositions des mouvements sociaux.

La deuxième mutation concerne **la promotion d'une éthique commune**. A l'issue de l'Assemblée Mondiale de Citoyens en 2001 a été adoptée une Charte des responsabilités humaines. C'est cette charte qui fait l'objet d'une stratégie de diffusion internationale à partir de quinze pôles d'animation nationaux.

La recherche des modalités d'**une société durable** se heurte elle aussi à l'absence de leadership international. Il est vrai que le chemin d'une véritable mutation dans ce domaine sera long et qu'il faut ici encore multiplier les angles d'approche partiels : l'évolution de la recherche scientifique, avec la promotion d'une nouvelle approche du vivant et de la complexité ; la formation, avec l'accent mis sur celle des leaders sociaux ; la finance, avec l'exploration des conditions d'une véritable finance solidaire ; l'entretien de la biodiversité domestique, avec la promotion d'une démarche participative de sélection des semences paysannes.

Un nouveau front a également été ouvert, en partenariat avec des organisations américaines et européennes : celui des filières de production. Il est prometteur et centré sur la recherche d'alternatives aux filières agricoles et alimentaires.

Principes généraux de gouvernance appliqués à différentes échelles

T110401

Réintroduire les choix scientifiques dans le champ de la démocratie

Contre le modèle d'une recherche désincarnée et « indépendante » de toute contingence sociale, donner à la société la maîtrise de l'orientation des choix techno-scientifiques.

Réf : Matthieu Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

69 859 CHF (45 100 €)

Principaux bénéficiaires :

- Info OGM (France) :

54 215 CHF (35 000 €)

- Geyser (France) :

14 793 CHF (9 550 €)

T120401

Explorer la faisabilité d'une initiative internationale pour repenser l'économie

L'urgence de sortir des modèles intellectuels néolibéraux, devenus au cours des années 1990 la pensée unique en matière de règles du jeu de la production et de l'échange, suggère de mobiliser simultanément les innovations qui naissent dans de nombreux réseaux d'universitaires et de chercheurs.

Réf : Pierre Calame, Françoise Macé

Montant des dépenses 2004-2005 :

16 265 CHF (10 501 €)

Principaux bénéficiaires :

- IRFT (Inde) :

2 323 CHF (1 500 €)

T130401

Prendre une initiative internationale pour une refondation de la gouvernance (Irg)

L'IRG, rebaptisée Réseau international de recherche comparative et de débat sur la réforme de la gouvernance ouvre ses premiers chantiers.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :

258 992 CHF (167 200 €)

Principaux bénéficiaires :

- Fondation Nationale des Sciences politiques

(France) : 65 924 CHF (42 559 €)

- Pekin university (Chine) :

27 882 CHF (18 000 €)

- BPEM (France) : 23 235

CHF (15 000 €)

- Ritimo (France) : 13 430

CHF (8 870 €)

- CEDIDELP (France) :

11 153 CHF (7 200 €)

T130402

Développer un réseau international de juristes se consacrant à la traduction juridique des nouveaux principes de gouvernance

Répondre de façon innovante au besoin de renouvellement du droit.

Réf : Gustavo Marin

T140401

Créer un site ressource et un espace de débat international consacrés à la gouvernance des ressources naturelles et foncières

Renforcer la qualité des propositions qui sont faites par les différents acteurs, réseaux et politiques au niveau international sur les questions foncières, l'accès et la gestion des ressources naturelles.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :
39 110 CHF (25 249 €)

Principaux bénéficiaires :
- Faculté de Saint-Louis (Belgique) : 38 725 CHF (25 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :
192 100 CHF (124 015 €)

Principaux bénéficiaires :
- AGTER (France) : 185 880 CHF (120 000 €)

T230401

Faire naître une alliance internationale des réseaux oeuvrant pour une nouvelle approche des territoires

Considérant le cloisonnement qui persiste entre réseaux convaincus de l'importance des territoires locaux pour la gouvernance, l'économie et le développement durable, il importe d'inventer un dispositif permettant de fédérer ces intelligences et ces efforts au niveau international.

Réf : Pierre Calame, Matthieu Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :
91 154 CHF (58 847 €)

Principaux bénéficiaires :
- BEIRA (France) : 38 222 CHF (24 675 €)
- DRL Synergie (France) : 196 CHF (4 000 €)
- ESTA (France) : 43 612 CHF (28 155 €)

T230402

Appuyer le développement en Chine d'un site ressource sur la gestion des grandes villes

Le développement des villes chinoises est l'un des défis mondiaux les plus importants de notre époque : faire partager aux responsables Chinois les diverses expériences existantes dans le monde en créant, à l'initiative de la ville de Shanghai, un site web ressources en chinois, en est une modalité importante.

Réf : Pierre Calame, Françoise Macé

Montant des dépenses 2004-2005 :
117 724 CHF (76 000 €)

Principaux bénéficiaires :
- He Cheng (Chine) : 108 430 CHF (70 000 €)
- Dong Xiaoping (Chine) : 9 294 CHF (6 000 €)

Gouvernance et Territoires

T220401

Promouvoir une nouvelle approche territoriale de l'économie et de la société

Promouvoir une stratégie d'intégration territoriale d'une économie responsable, plurielle et solidaire par la valorisation des nombreuses innovations socio-économiques solidaires et l'élaboration d'indicateurs de gestion et d'évaluation adaptés.

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :
138 936 CHF (89 694 €)

Principaux bénéficiaires :
- PARI (France) : 10 510 CHF (6 785 €)
- CRIDA (France) : 37 176 CHF (24 000 €)
- Ecosol (France) : 89 842 CHF (58 000 €)

T240401

Promouvoir l'écologie territoriale des activités humaines

En s'inspirant du mouvement de l'écologie industrielle et des travaux réalisés sur des territoires ruraux et urbains, promouvoir à l'échelle internationale l'approche de l'écologie territoriale afin de rendre compte des flux physiques d'échange au sein et à l'extérieur du territoire.

Réf : Gustavo Marin

Montant des dépenses 2004-2005 :
185 880 CHF (120 000 €)

Principaux bénéficiaires :
- ICAST (Suisse) : 185 880 CHF (120 000 €)

T240402

Promouvoir le développement territorial durable des régions de montagne

Aider l'APMM à développer ses activités régionales et internationales et à créer une Alliance des populations de montagne du monde.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :
46 470 CHF (30 000 €)

Principaux bénéficiaires :
- APMM (France) :
46 470 CHF (30 000 €)

Réforme de l'Etat

T330401

Documenter et soutenir des processus de transition et de réforme de l'Etat dans les pays sortant de la guerre ou accédant à la démocratie

S'appuyer sur différentes expériences de la fondation pour formuler des propositions de réforme de l'Etat et contribuer à la reconstruction et à l'avancée démocratique de pays en situation de transition.

Réf : Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :
73 578 CHF (47 500 €)

Principaux bénéficiaires :
- Ecole de la Paix (France) :
73 578 CHF (47 500 €)

T520401

Organiser les échanges du local au mondial

Déterminer, en suivant les principes d'une juste gouvernance à chaque niveau territorial d'échange socio-économique, de nouvelles régulations qui permettent une économie responsable, plurielle et solidaire. Promouvoir ces nouveaux principes à partir du commerce équitable et du droit des peuples à choisir leurs modes d'alimentation.
Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :
145 712 CHF (94 069 €)

Principaux bénéficiaires :
- ADEL (France) :
61 960 CHF (40 000 €)
- PARC (Japon) :
77 450 CHF (50 000 €)
- Walden Bello (Thaïlande) :
4 802 CHF (3 100 €)

Gouvernance Mondiale

T510401

Gouvernance et société de l'information

Appuyer un débat international de la société civile sur la gouvernance et la société de l'information.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :
181 300 CHF (117 043 €)

Principaux bénéficiaires :
- Wsis-Online.net (Suisse) :
149 797 CHF (96 706 €)
- Vecam (France) :
30 980 CHF (20 000 €)

T530401

Organiser un débat public sur les propositions de réforme de la gouvernance mondiale

Valoriser les réflexions et propositions de la fondation en matière de gouvernance mondiale tout en oeuvrant à leur « mise en opérationnalité » dans le cadre des thèmes fondamentaux de l'agenda international.
Réf : Gustavo Marin

Montant des dépenses 2004-2005 :
108 156 CHF (69 823 €)

Principaux bénéficiaires :
- Bridge Initiative International (France) :
30 980 CHF (20 000 €)
- Kimon Valaskakis (Canada) :
30 980 CHF (20 000 €)

T530402**Confronter les propositions des mouvements sociaux sur la gouvernance mondiale**

Créer les conditions d'un débat interculturel entre mouvements sociaux autour du thème de la gouvernance mondiale, afin de renforcer les visions et pratiques innovantes, dans un esprit de respect de la diversité.

Réf : Gustavo Marin, Pierre Vuarin, Manola Gardez, Philippe Amouroux

T540401**Promouvoir l'idée d'une assemblée mondiale de l'eau**

En s'appuyant sur les acquis du Chantier Eau, solliciter des partenaires et valider une méthode susceptibles d'organiser la mise en place d'une Assemblée mondiale de l'eau.

Réf : Pierre Vuarin

T540402**Relier et promouvoir les concepts de justice environnementale, dette écologique et développement durable**

A travers le Chantier JADES et le concept de « dette écologique », créer sur l'environnement et le développement durable un espace de confrontation des différentes perspectives pour les faire converger vers une vision plus globale de la justice environnementale, en lien avec avec le commerce international et la gestion du bien commun.

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :

46 470 CHF (30 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- AITEC (France) :
46 470 CHF (30 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

40 391 CHF (26 076 €)

Principaux bénéficiaires :

- ONG Water Watch Penang (Malaisie) :
38 725 CHF (25 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

46 470 CHF (30 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Vodo (Belgique) :
46 470 CHF (30 000 €)

Ethique et Responsabilité**T610401****Promouvoir et diffuser la charte des responsabilités humaines dans différentes régions du monde et différents milieux**

Mettre en débat, traduire et enrichir la Charte des responsabilités humaines afin d'en faire le « troisième pilier » de la société mondiale, à côté de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et de la Charte des Nations unies.

Réf : Gustavo Marin

Coordination :

- Edith Sizoo (France) :
30 205 CHF (19 500 €)

Principaux bénéficiaires :

- Earth Rights Institute (USA)
- Amina Rachid (Egypte)
- CERPAC (Sénégal)
- Ziaka Panagiota (Grèce)
- chaque 23 143 CHF (15 000 €)
- Nina Gregg (Etats-Unis)
- 4 647 CHF (3 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

750 548 CHF (484 537 €)

Principaux bénéficiaires :

- Ziad Majed (Liban)
- Betsan Martin (N.Zélande)
- Isis De Palma (Brésil)
- Fleur de Lys Cupino (Philippines)
- John Stewart (Zimbabwe)
- Zhao Yifeng (Chine)
- Ayun Corporacio (Chili)
- UQAT (Canada)
- CINEP (Colombie)
- Pipal Tree (Inde)
- chaque 46 470 CHF (30 000 €)
- GARED (Togo)

T610403**Promouvoir l'éthique de la responsabilité et de la culture de paix dans l'éducation**

Elaborer une pédagogie reposant sur la création de modules de formation adaptés à différents publics afin de développer un imaginaire de paix et des propositions pour construire celle-ci.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

61 960 CHF (40 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Ecole de la paix (France) :
61 960 CHF (40 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

116 175 CHF (75 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- ADEL (France) :
46 470 CHF (30 000 €)
- PACS (Brésil) :
30 670 CHF (19 800 €)
- Synsol (France) :
23 235 CHF (15 000 €)
- Ecosol (France) :
2 169 CHF (1 400 €)

T630401

Promouvoir l'éthique européenne

Promouvoir la notion de responsabilité dans le contexte de la gouvernance européenne par des réflexions au sein de divers milieux socioprofessionnels.

Réf : Manola Gardez

Montant des dépenses 2004-2005 :

61 960 CHF (40 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- Fondation générations futures (Belgique) :
61 960 CHF (40 000 €)

T640401

Promouvoir une éthique de la responsabilité et une pratique durable dans la gestion des écosystèmes littoraux

Intégrer une réflexion sur la Charte des responsabilités humaines à un travail sur le développement d'un code de bonnes pratiques des pêches en Afrique de l'Ouest.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

50 934 CHF (32 882 €)

Principaux bénéficiaires :

- ADEPA (Sénégal) :
46 470 CHF (30 000 €)

Alternatives

T710401

Rechercher des démarches scientifiques adaptées à l'approche du vivant et de la complexité

L'approche du vivant est dominée par deux paradigmes, l'industrie et la guerre. Ces deux approches simplistes sont causes de nombreux déboires. Une nouvelle représentation et gestion du vivant est urgente.

Réf : Matthieu Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

58 719 CHF (37 908 €)

Principaux bénéficiaires :

- Fondation sciences citoyennes (France) :
46 470 CHF (30 000 €)
- GIET (France) :
11 618 CHF (7 500 €)

T710402

Relier entre elles les expériences innovantes pour la formation de leaders sociaux et assurer leur diffusion et leur généralisation

Soutenir la création ou le renouveau de formations de leaders sociaux et citoyens face aux défis de la mondialisation.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

50 640 CHF (32 692 €)

Principaux bénéficiaires :

- Cafolis (Equateur) :
27 108 CHF (17 500 €)

T720401

Promouvoir le concept de finance solidaire

Mesurer la création de capital social de la part des institutions micro-financières et démontrer ainsi la valeur ajoutée des expériences de finance solidaire.

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :

77 450 CHF (50 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- BRDR Cerise (France) :
77 450 CHF (50 000 €)

T720403

Construire des filières alternatives de produits agricoles et alimentaires de la production à la consommation

Initier ou soutenir des processus impliquant des acteurs privés et publics (producteurs, consommateurs, entreprises, coopératives, organismes publics, état...) et agissant à des niveaux différents et reliés (local, régional, national ou international).

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

170 046 CHF

(109 778 €)

Principaux bénéficiaires :

- Académie des Sciences sociales de Chine (Chine) :
34 078 CHF (22 000 €)
- Alimenterra (Royaume Uni) : 58 862 CHF (38 000 €)
- Synergos Institute (Etats-Unis) : 61 960 CHF (40 000 €)

T740401

Préserver la biodiversité cultivée par une démarche participative de sélection des semences

Face au mouvement de privatisation du vivant et à la réduction de la biodiversité qui l'accompagne, la fondation entend contribuer à la promotion d'un autre modèle de gestion du bien vivant.

Réf : Pierre Vuarin

Montant des dépenses 2004-2005 :

234 674 CHF

(151 500 €)

Principaux bénéficiaires :

- Semences paysannes (France) : 154 900 CHF (100 000 €)
- Bédé (France) : 79 773 CHF (51 500 €)

Entrée méthodologique

Méthodes d'action collective et d'organisation des alliances citoyennes - C1

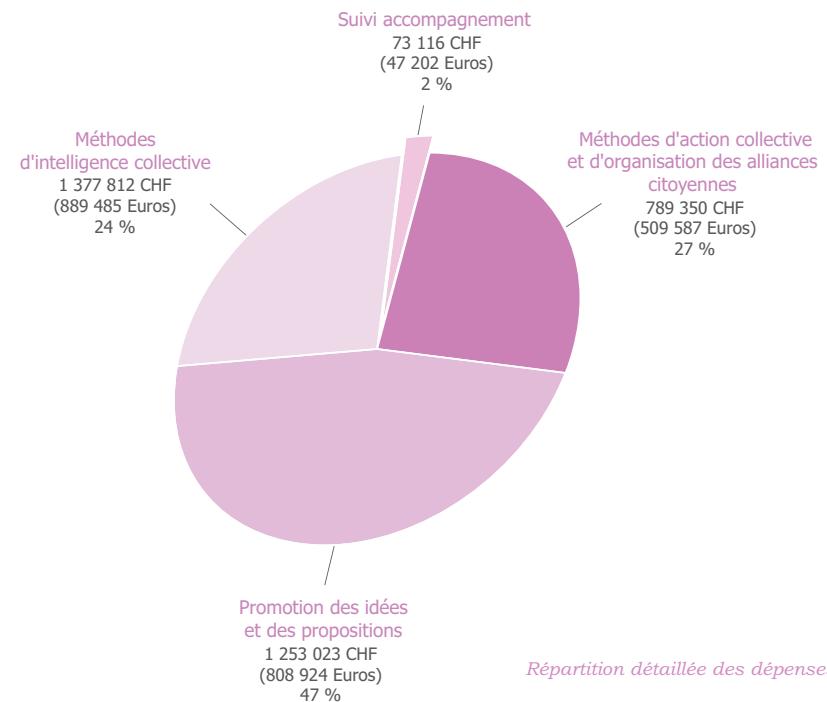
Promotion des idées et des propositions - C2

Méthodes d'intelligence collective - C3

Depuis sa création, la fondation a accordé une importance majeure aux outils et aux méthodes de l'intelligence et de l'action collective, à l'élaboration de propositions et d'idées nouvelles. Cette attention se retrouve dans toutes nos actions et plus particulièrement dans celles dont la dominante même est méthodologique. Elles sont classées en 3 chapitres : les méthodes d'actions collectives et d'organisation des alliances citoyennes ; la promotion des idées et des propositions ; les méthodes d'intelligence collective. Au total, les dépenses à dominante méthodologique sont les plus importantes de toutes.

Les méthodes d'actions collectives et d'organisation des alliances citoyennes sont le fruit de l'expérience que nous avons accumulée à partir du début des années 90 dans la construction de réseaux internationaux de travail puis dans la création et le développement de l'alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire. A l'échelle internationale, l'action collective ne peut pas prendre les formes

ENTREE METHODOLOGIQUE
DEPENSES 2004-2005 : 3 493 302 CHF (2 255 198 €)



classiques d'un parti politique, d'une entreprise, d'une église, ou même d'une association. Il faut créer les conditions d'une réflexion collective et d'une action construites dans la durée sans pour autant créer de nouvelles institutions lourdes à gérer, fondées sur une vision figée du pouvoir et créant de nouvelles identités qui entrent en conflit avec les autres. En outre, le travail international ne peut sans coûts excessifs être assuré à travers des rencontres physiques. Il faut donc s'adosser aux outils de communication à distance, en particulier à intranet. Le développement d'intranet et du web est d'ailleurs concomitant à de

nouvelles modalités de relations internationales dont le forum social mondial est le symbole. Mais pour tirer parti de ces nouveaux moyens de communication il faut développer de nouvelles pratiques de travail et même une nouvelle culture. Le web quant à lui permet de structurer des quantités importantes d'informations mais appelle aussi de nouvelles méthodes de gestion de cette complexité. Les actions classées dans la rubrique « méthodes d'actions collectives et d'organisation des alliances citoyennes » visent à perfectionner ces apprentissages, ces outils et méthodes, et à les transmettre à d'autres partenaires. En 2004-2005, trois actions émergent : administrer les dispositifs de gestion et de communication de l'alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire (356 000 CHF), qui a permis de consolider le site web de l'alliance ; développer et expérimenter les méthodes et outils d'organisation, de débats et d'informations dans les alliances (232 000 CHF) qui a permis à l'équipe déjà expérimentée d'appui aux différents chantiers de l'alliance d'aller au bout de la conception d'une plateforme technique dite « communauté de travail » ; valoriser l'action de « la fondation et l'alliance citoyenne lors des forums sociaux » qui a permis de tirer parti de ces grandes rencontres internationales d'une part pour faciliter les rendez-vous de travail collectif, d'autre part d'aider au plan méthodologique ces forums sociaux à construire et gérer leur mémoire, à dégager des propositions.

Le second volet des actions à dominante méthodologique s'intitule la promotion des idées et des propositions. Elle représente à elle seule près de la moitié du budget consacré à la méthodologie. Sur ce montant, la moitié, 875 000 CHF, est consacrée à l'appui aux Editions Charles Léopold Mayer. Cette maison d'éditions créée à l'initiative de la fondation en 1995 est devenue un éditeur professionnel reconnu dont la spécialité est de valoriser les démarches citoyennes et de mettre en débat des propositions. En outre, nous avons créé un fonds de recherche d'écriture et de traduction et de mise en débat qui permet dans certains cas d'intervenir en amont de l'édition des ouvrages. Un autre mode de diffusion des idées est aujourd'hui le web. Outre la possibilité de télécharger gratuitement les publications de notre maison d'éditions sur internet, nous avons créé et développé un site web

ressources, www.irenees.net, qui permet de mutualiser au plan international les réflexions et les expériences de construction de la paix.

Le troisième volet à dominante méthodologique concerne les méthodes d'intelligence collective. Dès l'origine de la fondation, nous avons défendu l'idée que la connaissance la plus utile d'action était celle qui naissait de l'action elle-même et que le développement de l'informatique puis celui, plus récent, d'internet, avaient radicalement modifié les relations entre information, démocratie et pouvoir. Là où l'enjeu était autrefois l'accès à l'information, celle-ci est aujourd'hui devenue surabondante et l'enjeu s'est transféré sur la structuration et la sélection d'informations pertinentes ; ce transfert explique d'ailleurs l'importance accordée par les entreprises à l'activité de veille technologique et commerciale. Pour nous cela s'est traduit par l'importance accordée à l'échange d'expériences et à l'organisation de bases de données consacrées au partage de l'expérience. La généralisation rapide du web nous a amenés en 2004-2005 à entreprendre une nouvelle étape, celle de la création d'une confédération de sites ressources consacrés pour l'essentiel à l'échange d'expériences. Une partie importante de notre effort a visé d'une part la mise au point technique d'outils adaptés à cet objectif, d'autre part à la restructuration de notre banque d'expériences historique, DPH, à l'heure du web, enfin, à la popularisation de ces méthodes.

Mais elle ne constitue qu'une partie d'un ensemble plus vaste : les outils et méthodes d'intelligence collective, l'art de produire par le dialogue et le travail en commun une compréhension plus complète de la réalité et une capacité à dégager ensemble des perspectives d'action et des stratégies. Pour cela nous avons en particulier développé, outre une longue tradition d'organisation des rencontres internationales, des outils de cartographie conceptuelle dont nous avons poursuivi en 2004 - 2005 la mise au point, la diffusion, et les usages.

Méthodes d'action collective et d'organisation des alliances citoyennes

C110401

Former les partenaires les plus proches de la fondation aux outils et méthodes

Poursuivre auprès de l'équipe et des plus proches partenaires le travail d'appropriation des « outils et méthodes d'intelligence collective » de la fondation.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

C120401

Développer et expérimenter les méthodes et outils d'organisation, de débat et d'information dans les alliances

Conception et développement des outils et méthodes de communication par Internet et sur papier pour faciliter les articulations entre alliances citoyennes.

Réf : Philippe Amouroux

C130401

Administre les dispositifs de gestion et de communication de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Diffusion, maintenance, formation et support technique sur le système d'information de l'Alliance : web, bases de données internet et forums électroniques.

Réf : Philippe Amouroux

C130403

Explorer l'intérêt et les modalités d'une nouvelle phase de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Réf : Philippe Amouroux

Montant des dépenses 2004-2005 :
27 149 CHF (17 527€)

Principaux bénéficiaires :
- Sidiiki Daff (Sénégal) :
24 784 CHF (16 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :
232 348 CHF (149 999 €)

Principaux bénéficiaires :
- Ancresol (France) :
44 921 CHF (29 000 €)
- Ecosol (France) :
12 392 CHF (8 000 €)
- RCDM (France) :
69 705 CHF (45 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :
356 008 CHF (229 831 €)

Principaux bénéficiaires :
- RCDM (France) :
148 704 CHF (96 000 €)
- Ancresol (France) :
29 431 CHF (19 000 €)
- Ecosol (France) :
83 646 CHF (54 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :
75 520 CHF (48 754 €)

Principaux bénéficiaires :
- Ancresol (France) :
21 686 CHF (14 000 €)

C150401

Valoriser l'action de la fondation et des alliances citoyennes lors des forums sociaux

Insuffler, lors des forums sociaux, une partie des actions et propositions de la fondation afin de faire progresser l'émergence d'une communauté civile mondiale.

Réf : Gustavo Marin, Manola Gardez

Montant des dépenses 2004-2005 :

227 959 CHF (147 165 €)

Principaux bénéficiaires :
- Alessandro Guiglia (Italie) :
12 392 CHF (8 000 €)
- Auncreemos En Los Suenos (Chili) : 9 294 CHF (6 000 €)
- CRLDHT (France) :
15 490 CHF (10 000 €)
- Ecosol (France) : 1 859 CHF (1 200 €)
- Forum des alternatives Maroc (Maroc) :
15 490 CHF (10 000 €)
- Ben Quinones (Philippines) : 2 912 CHF (1 880 €)
- UQAM (Canada) :
2 866 CHF (1 850 €)

C160401

Saisir des opportunités d'appui à des assemblées de citoyens

Soutenir les expériences d'assemblées de citoyens afin de mener une réflexion transversale et d'élaborer une méthodologie commune dans la perspective de susciter des stratégies de changement à différentes échelles de territoires.

Réf : Juliette Decoster

Montant des dépenses 2004-2005 :
30 980 CHF (20 000 €)

Principaux bénéficiaires :
- Maison de la citoyenneté mondiale (France) :
30 980 CHF (20 000 €)

Promotion des idées et des propositions

C210401

Valoriser les méthodes et les propositions de la fondation par une politique de communication tournée vers l'extérieur

Mise en place d'une communication externe proactive.

Réf : Manola Gardez

C220401

Créer et développer un prototype de site web ressources, appui à une alliance faiseurs de paix

Le site Irénées et l'Alliance des faiseurs de paix.

Réf : Juliette Decoster

Montant des dépenses 2004-2005 :

93 321 CHF (60 246 €)

Principaux bénéficiaires :

- Ritimo (France) :

21 093 CHF (13 617 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

331 486 CHF (214 000 €)

Principaux bénéficiaires :

- CRP (France) :

185 880 CHF (120 000 €)

- CINEP (Colombie) :

18 588 CHF (12 000 €)

- Ecole de la Paix (France) :

61 960 CHF (40 000 €)

- EIDO IDEA (France) :

15 490 CHF (10 000 €)

- Non Violence 21 (France) :

30 980 CHF (20 000 €)

- Eva Dolores Obregon Soto

(Guatemala) : 15 490 CHF

(10 000 €)

- Angelica Ordóñez

(Equateur) : 3 098 CHF

(2 000 €)

Montant des dépenses 2004-2005 :

43 322 CHF (27 968 €)

C250401

Valoriser les résultats de la capitalisation de la FPH

Mettre largement à disposition du public, via des supports écrits et multimédia, les dossiers issus de la capitalisation réalisée en 2002 et 2003.

Réf : Manola Gardez

Montant des dépenses 2004-2005 :
23 071 CHF (14 894 €)

Principaux bénéficiaires :

- Almádio (Chili) :

5 886 CHF (3 800 €)

C250402

Appuyer les éditions Charles Léopold Mayer

Poursuivre le développement d'un outil essentiel de diffusion et d'enrichissement d'idées et de propositions dans les domaines de l'éthique, de la gouvernance et des alternatives de développement : l'éditeur des nouvelles démarches citoyennes.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :
875 400 CHF (565 139 €)

Principaux bénéficiaires :

- ECLM (France) :

875 400 CHF (565 139 €)

C250403

Créer des fonds de recherche, d'écriture, de traduction, et de mise en débat

Stimuler la production d'analyses et de propositions, ainsi que l'échange sur les entrées thématiques de la Fondation, par l'écrit ou le multimédia.

Réf : Michel Sauquet

Montant des dépenses 2004-2005 :
176 450 CHF (113 912 €)

Principaux bénéficiaires :

- Survie (France) :

23 325 CHF (15 000 €)

- ECLM (France) :

26 333 CHF (17 000 €)

- Editions Alternatives (France) : 10 068 CHF (6 500 €)

- Suren Erkman (Suisse) :

4 647 CHF (3 000 €)

- Ecosol (France) :

20 137 CHF (13 000 €)

- Massaut Laurent (Bergique) : 3 098 CHF (2 000 €)

- PACS (Brésil) : 1 704 CHF (1 100 €)

C220402

Appuyer les interfaces entre les différents supports de COM

Elaboration de procédures permettant la création d'outils de communication grand public à partir des ressources internes de la fondation.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

C250404**Accueil et formation sur la ferme de la Bergerie**

Maintenir la capacité d'accueil du site de la Bergerie, lieu recevant et formant un public de plus en plus nombreux et diversifié.

Réf : Matthieu Calame

C250405**Diffusion générale d'ouvrages**

Diffuser des ouvrages pour élargir le capital social et diffuser des propositions.

Réf : Michel Sauquet

C250406**Appui à la production de documents multilingues**

Engager des actions spécifiques de traduction afin de diffuser largement les réflexions et propositions de la fondation (hors l'édition de livres en langues étrangères).

Réf : Manola Gardez

C250407**Faciliter la diffusion des cahiers de propositions par le téléchargement via Internet**

Vers une nouvelle esthétique des Cahiers de propositions téléchargeables.

Réf : Michel Sauquet

*Montant des dépenses
2004-2005 :
11 957 CHF (7 719 €)*

*Montant des dépenses
2004-2005 :
23 220 CHF (14 990 €)*

*Montant des dépenses
2004-2005 :
24 756 CHF (15 982 €)
Principaux bénéficiaires :
- Revue Badael (Liban) :
15 490 CHF (10 000 €)*

*Montant des dépenses
2004-2005 :
24 849 CHF (16 042 €)*

Méthodes d'intelligence collective

C310401**Développement des outils internes de la fondation**

Poursuivre le recours aux logiciels libres.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

*Montant des dépenses
2004-2005 :
84 757 CHF (54 717 €)
Principaux bénéficiaires :
- EXEMOLE (France) :
75 031 CHF (48 438 €)*

*Montant des dépenses
2004-2005 :
61 136 CHF (39 468 €)
Principaux bénéficiaires :
- EXEMOLE (France) :
61 136 CHF (39 468 €)*

*Montant des dépenses
2004-2005 :
232 350 CHF (150 000 €)
Principaux bénéficiaires :
- Ritimo (France) :
232 350 CHF (150 000 €)*

C320401**Poursuivre le développement du logiciel cartographique**

Intégrer les innovations suscitées par toute nouvelle utilisation du logiciel et faire le lien entre cartographie, thésaurus et base de fiches.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

*Montant des dépenses
2004-2005 :
112 761 CHF (72 796 €)
Principaux bénéficiaires :
- CRISLA (France) :
4 647 CHF (3 000 €)
- L'AMI (France) :
30 980 CHF (20 000 €)
- Ritimo (France) :
53 078 CHF (34 266 €)*

C330402**Enrichir les bases d'expériences par l'appui à la rédaction d'expériences et d'analyses**

Alimenter de façon continue un système cohérent de mise en commun international de l'expérience.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

C340402

Fonder et faire vivre la communauté des techniciens et des utilisateurs avertis des outils et méthodes d'intelligence collective

S'inspirer des communautés des logiciels libres afin de proposer, à terme, une « offre en réseau » et un « label FPH ».

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

36 301 CHF (23 435 €)

Principaux bénéficiaires :

- APRIL (France) :
7 745 CHF (5 000 €)
- Sidiki Daff (Sénégal) :
17 039 CHF (11 000 €)
- GES (Mexique) :
7 745 CHF (5 000 €)

C350401

Elargir les réseaux constitués autour de la FPH pour aboutir à une alliance des OMIC

S'ouvrir aux « outils et méthodes d'intelligence collective » élaborés ailleurs mais partageant une même éthique avec la fondation.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

113 610 CHF (73 344 €)

Principaux bénéficiaires :

- Almédio (Chili) :
23 545 CHF (15 200 €)
- CINEP (Colombie) :
27 882 CHF (18 000 €)
- Ritimo (France) :
61 960 CHF (40 000 €)

C350402

S'impliquer selon les opportunités dans des opérations stratégiques de mise en oeuvre des OMIC

A la suite des « opérations carto » de 2002-2003, confirmer l'apport de la fondation à d'autres opérations de mise en oeuvre des OMIC tout en élargissant les méthodes sollicitées.

Réf : Françoise Macé, Pierre Calame

Montant des dépenses 2004-2005 :

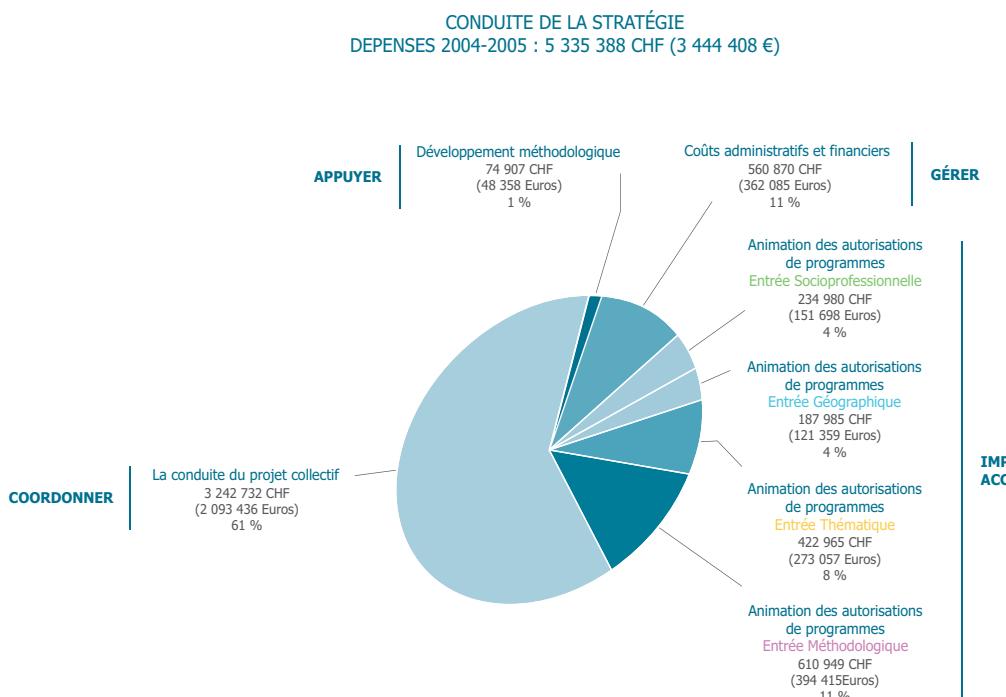
95 758 CHF (61 819 €)

Principaux bénéficiaires :

- CERAI (Espagne) :
25 094 CHF (16 200 €)
- Almédio (Chili) :
9 924 CHF (6 406 €)
- Ecole de la Paix (France) :
2 610 CHF (1 685 €)

Conduite de la stratégie

Nous entendons par "action directe" l'ensemble des coûts de fonctionnement de l'équipe de la fondation et de ses organes y compris la gestion financière. Ils ont représenté 28 % du total des dépenses ; soit 5 335 388 CHF. La fondation, dans la mise en oeuvre de ses orientations, ne se limite pas à gérer son patrimoine et à examiner les demandes d'appuis financiers. Elle joue au contraire un rôle actif de recherche et d'accompagnement de partenaires, de mise en relations des différentes actions financières, d'énoncés et de mise en forme des idées et des propositions.



Les dépenses d'action directe se décomposent en quatre catégories : "gérer" ; "impulser et accompagner" ; "appuyer" ; "coordonner".

- **Gérer** : La gestion administrative et financière, liée au fonctionnement des organes de la fondation, conseil de fondation et conseil de gestion, et à la gestion de son patrimoine ne représente que 11 % du total des dépenses directes, soit 3,3 % du budget de la fondation.

- **Impulser, accompagner** : Les dépenses regroupées dans cette catégorie correspondent au temps de travail et aux frais de fonctionnement consacrés par l'équipe à la mise en oeuvre des différentes autorisations de programme - recherche de partenaires, mise au point des conventions suivie, direct des actions financières. L'ensemble de ces dépenses ne représente que 27 % du total des dépenses d'action directe. La fondation tend, en effet, à déléguer chaque fois que possible, la coordination et le suivi des actions qui mobilisent de nombreux partenaires autour d'un objectif commun, comme la mise en débat de la charte des responsabilités humaines ou l'animation du pôle de socio économie solidaire.

- **Appuyer** : Les dépenses correspondent à l'implication directe de l'équipe dans l'appui méthodologique apporté aux partenaires. Elles ne représentent que 2 % du total de l'action directe, l'essentiel de cet appui étant apporté par des partenaires extérieurs.

- **Coordonner** : Cette catégorie de dépenses est la plus importante. Elles représentent à elles seules 61 % du total des dépenses d'action directe. Ce qui signifie que l'essentiel de nos dépenses de fonctionnement vise à conduire le projet collectif de la fondation, à relier les actions entre elles. Pour que nos actions concourent à la construction d'une communauté mondiale, il faut qu'elles se renforcent mutuellement. La fondation assure la mise en lien, la circulation de l'information, le partage des apprentissages, la diffusion des méthodes. Ces fonctions sont essentielles mais elles appellent des outils, des méthodes et un style de travail adaptés. Elles sont très consommatri-

Les comptes 2004-2005

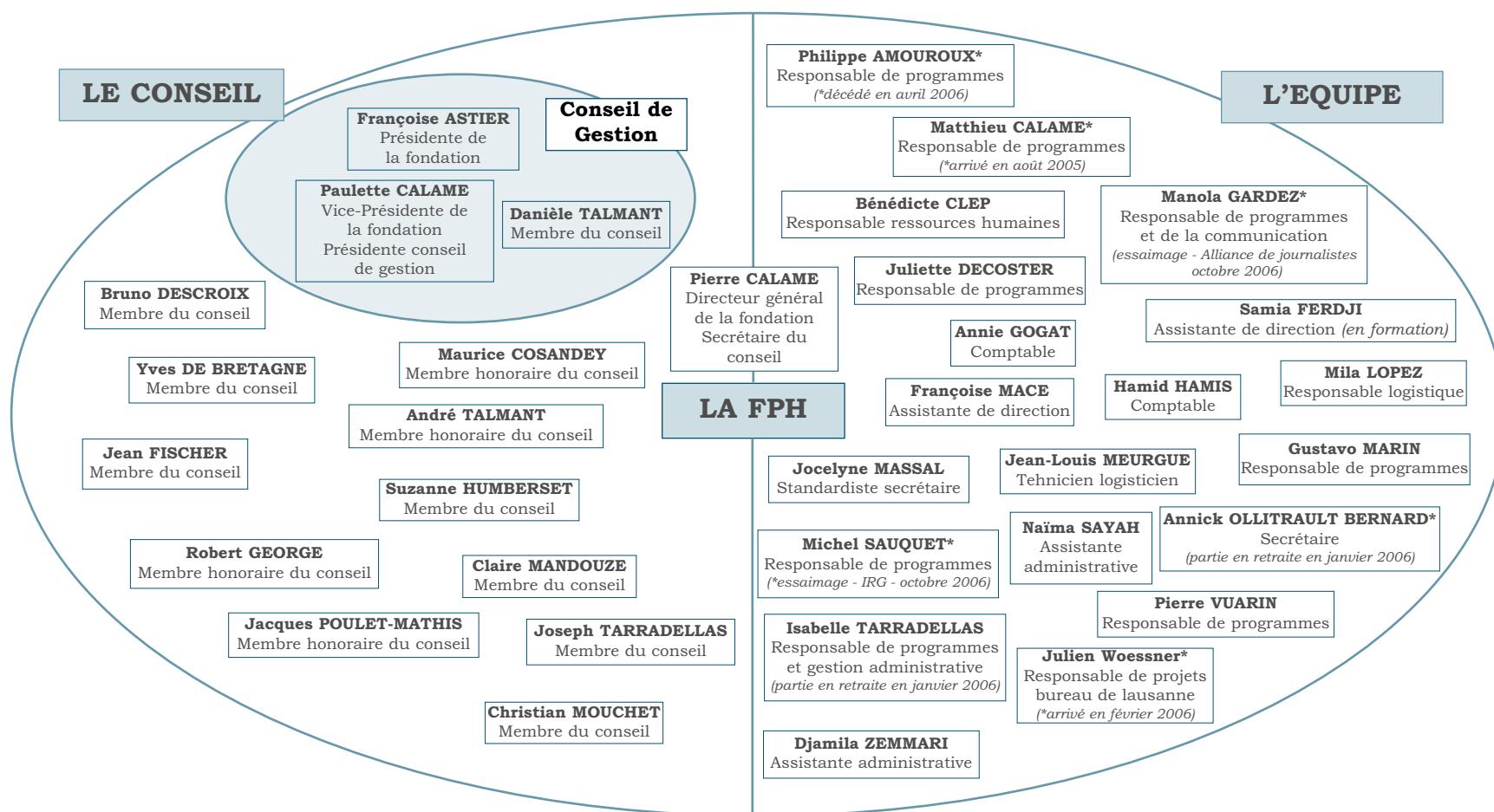
Bilans comparés aux 31 décembre 2004 et 2005
(en francs suisse)

ACTIF	31.12.2004	31.12.2005	PASSIF	31.12.2004	31.12.2005
Caisses	18 350,05	16 201,40	Passifs transitoires	524 958,12	463 821,19
Liquidités exploitation	859 923,37	685 390,63	Chauffage Chavannes	2 308,02	0,00
Liquidités gérées	4 223 289,34	6 428 210,28	Exigible à court et moyen terme	527 266,14	463 821,19
Disponible	5 101 562,76	7 129 802,31			
Placements Fiduciaires Expl.	7 204 800,00	4 588 653,00	Pour actions	2 525 683,13	1 520 521,48
Placements Fiduciaires Gérés.	9 794 202,00	4 933 976,00	Pour titres	38 999,25	0,00
Titres	274 348 910,02	325 503 732,61	Pour perte régie 3000 S.A.	1 368 045,80	1 368 045,80
Participations S.C.I-S.C.E.A	10 086 844,29	9 465 428,89	Provisions	3 932 728,18	2 888 567,28
Autres titres immobilisés	47 125,05	47 399,76			
C/c Scea françaises	2 399 095,10	3 345 846,50	Liquidation SCI	150 000,00	150 000,00
Débiteurs divers	14 040,54	20 363,12	Abandon créance La Bergerie	2 399 095,10	3 345 846,50
Prêts divers	445 347,55	447 943,67	Provisions s/opérations non réalisées	2 549 095,10	3 495 846,50
Comptes de gérances	1 527 052,80	1 140 738,70			
Impôt anticipé	89 705,43	110 516,81	Capital	5 000 000,00	5 000 000,00
Garantie loyer	6 268,30	6 289,84	Fortune	338 400 000,00	368 400 000,00
Réalisable	305 963 391,08	349 610 888,90	Pertes et profits reportés	2 343 431,26	19 207 957,78
			Fonds propres	345 743 431,26	392 607 957,78
Immeubles suisses	29 974 000,00	29 974 000,00			
Réfactions imm. Chavannes	2 079 660,30	2 987 431,20			
Immeubles Paris St Sabin	3 531 540,56	3 552 127,50			
Immeubles La Bergerie	2 295 426,20	2 308 807,27			
Transformation la Bergerie	0,00	166 207,42			
Mobilier et matériel	207 412,64	165 785,52			
Licences logiciels Paris	1 678,82	1099,59			
Immobilisations matérielles	38 089 718,52	39 155 458,50			
Actifs transitoires	3 597 848,32	3 553 884,19			
Chauffage Chavannes	0,00	6 158,85			
Régularisation	3 597 848,32	3 560 043,04			
TOTAUX ACTIFS	352 752 520,68	399 456 192,75			
			TOTAUX PASSIFS	352 752 520,68	399 456 192,75

Comptes de pertes et profits comparés des exercices 2004 et 2005
(en francs suisse)

Texte	Exercice 2004	Exercice 2005	Texte	Exercice 2004	Exercice 2005
Charges			Produits		
Mise en oeuvre des buts de la fondation			Actions de la fondation		
Actions externes	6 570 974,11	7 455 657,76	Cofinancement actions	189 878,51	415 093,03
Actions directes (bureau Paris)	2 447 215,51	2 270 820,19	Dividendes S/OP. non réalisées	0,00	987 436,65
Frais d'administration	307 435,96	135 849,93	Total actions de la fondation	189 878,51	1 402 529,68
Frais bureau de Lausanne	21 086,45	22 694,90			
Aménagement espace Bergerie	75 994,12	0,00			
Charges exercices antérieurs	0,00	825,65			
Amort.S/Mobilier et mat.	2 692,96	1 823,31			
Allocations pour :					
- pour actions fph	1 153 615,66	0,00			
- abandon de créance La Bergerie	2 399 095,10	946 751,40			
Total Mise en oeuvre des buts de la fondation	12 978 109,87	10 834 423,14			
Frais de gestion du patrimoine					
Charges patrimoine immobilier					
Résultats SCI/SCEA françaises	932 658,40	621 415,40			
Immeubles Suisses-Charges	639 776,83	820 479,28			
Immeubles Suisses-Impôts	301 772,00	402 659,80			
Total patrimoine immobilier	1 874 207,23	1 844 554,48			
Charges patrimoine mobilier					
Intérêts débiteurs	740,64	39,80			
Frais et courtages	1 801 951,13	1 934 471,99			
Frais bancaires	10 858,74	11 425,55			
Sous-Total	1 813 550,51	1 945 937,34			
Défenses de change	250 984,81	0,00			
Charges S/opérations de gestion	19 370,20	0,00			
Moins-values sur titres	1 656 885,39	0,00			
Pertes de changes non réalisées	3 422 246,63	0,00			
Dividendes S/Op. non réalisées	0,00	10 726,35			
Sous-Total	5 349 487,03	10 726,35			
Total patrimoine mobilier	7 163 037,54	1 956 663,69			
Résultats bénéfice de l'exercice	2 267 272,29	46 864 526,52			
TOTAUX	24 282 626,93	61 500 167,83			
			TOTAUX	24 282 626,93	61 500 167,83

Le conseil et l'équipe



www.fph.ch

Fondation *Charles Léopold Mayer*
pour le Progrès de l'Homme

Siège social et bureau de Lausanne
Chemin de Longeraie, 9
1006 Lausanne - Suisse
Tél : 00 41 (0)21 342 50 10
Fax : 00 41 (0)21 342 50 11
Email : lausanne@fph.ch

Bureau exécutif
38, rue Saint Sabin
75011 Paris - France
Tél : 00 33 (0)1 43 14 75 75
Fax : 00 33 (0)1 43 14 75 99
Email : paris@fph.fr